

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1361

8 juin 2013

SOMMAIRE

AltaFund Invest IV S.à r.l.	65287	Olympos Energy S.A.	65282
Asiago Real Estate S.A.	65297	Overstar S.A.	65283
Aviation Safety & Quality Solutions S.à r.l.	65328	Oxalys S.A.	65282
Baumarkt Finance S.A.	65307	Panattoni Italy Development S.à r.l.	65327
Baumarkt Finance S.à r.l.	65307	Pan European Ventures S.A.	65287
Beige Capital S.A.	65288	Panev S.A.	65287
Bonaparte Holding S.A.	65285	Picabo S.A.	65288
Catella Bank S.A.	65289	Pictet International Capital Management	65288
Coroma S.A.	65326	Prague 4 Residential (Luxembourg) S.à r.l.	65283
Horacio	65284	Prague 4 Residential (Luxembourg) S.à r.l.	65283
Industrial Investment Services S.à r.l.	65322	Prague Holding (Luxembourg) S.à r.l.	65283
Jewel HoldCo S.à r.l.	65290	Prague Holding (Luxembourg) S.à r.l.	65283
Majorelle S.A.-SPF	65282	Pramerica Real Estate Investors (Luxem- bourg) S.A.	65284
Marina Yacht Estate S.A.	65284	Pregis (Luxembourg) Holding S.à r.l.	65287
Metafab S.A.	65284	Prestige Luxembourg	65288
ML Newcastle Issuer	65285	Red Heron UBTI	65286
ML Whitby Issuer	65285	RES LuxCo	65282
Moes Frères, Gérard Moes et Compagnie, successeurs	65324	Sopura Sustainable Development Compa- ny S.A.	65282
Moes Frères, Gérard Moes et Compagnie, Successeurs Sàrl	65324	Torator Holding S.A., SPF	65284
Montsoleil S.A.	65285	Torrent Investments S.à r.l.	65287
Musa S.A.	65286	WSB Holding S.A.	65286
Musa S.A.	65286		
Non Solo Birra, Nët Nëmme Béier, S.à r.l.	65286		

RES LuxCo, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4243 Esch-sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels.
R.C.S. Luxembourg B 150.166.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Soak Trust S.A.
Signature

Référence de publication: 2013051565/12.

(130062415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

SSDC S.A., Sopura Sustainable Development Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 157.688.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOPURA SUSTAINABLE DEVELOPMENT COMPANY S.A., EN ABREGE SSDC S.A.
Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013051631/12.

(130062509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Majorelle S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 31.932.

Le Bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013051450/10.

(130063150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Olympos Energy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 125.739.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2013051492/10.

(130063251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Oxalys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 4, Op der Haart.
R.C.S. Luxembourg B 138.787.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013051498/10.

(130063127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Prague Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 122.245.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051503/10.

(130062977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Prague Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 122.245.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051504/10.

(130063100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Prague 4 Residential (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 130.466.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051505/10.

(130063099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Prague 4 Residential (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 130.466.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051506/10.

(130063280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Overstar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 164.292.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2012.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013051496/14.

(130062499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Horacio, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 43, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 147.228.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Sàrl Horacio

Olivier HUBERT / Guillaume de GROOT-HERZOG

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2013051351/12.

(130062575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Marina Yacht Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1343 Luxembourg, 9, Montée de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 156.483.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2013.

Pour compte de Marina Yacht Estate S.A.

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2013051451/12.

(130062565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Metafab S.A, Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 116.787.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

D. FONTAINE

Administrateur

Référence de publication: 2013051463/11.

(130062610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Pramerica Real Estate Investors (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 28.214.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013051507/10.

(130062983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Torator Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 51.699.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013051665/9.

(130063072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

ML Newcastle Issuer, Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 137.871.

Rectificatif au dépôt L120002564

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010, tel que modifiés, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Pour la société ML Newcastle Issuer S.à r.l.

Référence de publication: 2013051467/13.

(130063069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

ML Whitby Issuer, Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 137.869.

Rectificatif au dépôt L120002567

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010, tels que modifiés, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Pour la société ML Whitby Issuer S.à r.l.

Référence de publication: 2013051468/13.

(130063264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Montsoleil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 61.368.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2012.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2013051470/12.

(130063086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Bonaparte Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 142.691.

Il résulte d'un procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 18 avril 2013 que M. Marc SCHMIT, chef-comptable, né le 13 mai 1959 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, a été nommé, avec effet immédiat, au poste d'Administrateur de la Société, en remplacement de Mme Geneviève BLAUENARENDT, démissionnaire. Sa co-optation sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2015.

Pour extrait conforme

SG AUDIT S.à.r.l.

Référence de publication: 2013051870/15.

(130063819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Musa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 52.828.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MUSA S.A.
Alexis DE BERNARDI / Jacopo ROSSI
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013051473/12.

(130062965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Musa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 52.828.

Les comptes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MUSA S.A.
Alexis DE BERNARDI / Jacopo ROSSI
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013051474/12.

(130062966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Non Solo Birra, Nët Nëmme Béier, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9205 Diekirch, 18, rue Saint Antoine.
R.C.S. Luxembourg B 160.946.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la gérance
Signature

Référence de publication: 2013051485/11.

(130062644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Red Heron UBTI, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 150.030.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 avril 2013.

Référence de publication: 2013051547/10.

(130062597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

WSB Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 141.417.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013051703/9.

(130063121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Pregis (Luxembourg) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 110.438.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2013051509/11.

(130062876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Pan European Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 38.052.

Le bilan de la société au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2013051514/12.

(130063096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Panev S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 41.036.

Le bilan de la société au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2013051516/12.

(130063094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Torrent Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 85.057.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013051666/10.

(130062924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

AltaFund Invest IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 162.491.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
À Luxembourg, le 23 avril 2013

Référence de publication: 2013051794/9.

(130063929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Picabo S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 54.489.

Il résulte d'un procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 18 avril 2013 que M. Thierry TRIBOULOT, employé privé, né à Villers-Semeuse (France), le 2 avril 1973, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, a été nommé, avec effet immédiat, au poste d'Administrateur de la Société, en remplacement de Mme Geneviève BLAUEN-ARENDT, démissionnaire. Sa co-optation sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

Pour extrait conforme
AUDIT S.à.r.l.

Référence de publication: 2013051528/15.

(130063109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Pictet International Capital Management, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 43.579.

Le Bilan pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 avril 2013.

Référence de publication: 2013051529/11.

(130062917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Prestige Luxembourg, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 23.223.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Prestige Luxembourg
Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013051535/11.

(130062845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Beige Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 78.802.

Il résulte, d'une part, du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la société tenue en date du 18 avril 2013 que M. Thierry TRIBOULOT, employé privé, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, a été nommé à la fonction d'administrateur en remplacement de Mme Geneviève BLAUEN-ARENDT, démissionnaire, avec effet immédiat. Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2018.

Sa cooptation sera soumise pour ratification à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des actionnaires.

Il résulte, d'autre part, d'un procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la même date que M. Thierry TRIBOULOT, sus-désigné, a été nommé à la fonction de Président du Conseil d'Administration.

Pour extrait conforme
SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013051863/17.

(130063936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Catella Bank S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 29.962.

In the year two thousand and thirteen, on the eighth day of April,

Before us, Maître Joseph Elvinger, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Catella Bank S.A., a public limited liability (société anonyme), incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) under number B 29.962 (the Company). The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Christine Doerner, notary residing in Bettembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on January 25, 1989, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 158 on June 8, 1989. The articles of association of the Company (the Articles) were amended several times, the last time by a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg on September 5, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 2503 on October 9, 2012

THERE APPEARED:

CATELLA HOLDING AB, having its registered office at Birger Jarlsgatan 6, P.O. Box 5894, SE-102 40 Stockholm, Sweden, holding all shares in the share capital of the Company (the Sole Shareholder)

Here represented by Ms Flora Gibert, notary's employee, residing in Luxembourg by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

First resolution

The Sole Shareholder resolves to transfer the registered office of the Company with effect as of today, from 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg to Parc d'Activités Capellen, 38, Pafebruch, L-8308 Capellen.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of the article 2 of the articles of incorporation as follows: "The Company will have its registered office in Capellen."

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company resulting connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 800,- (eight hundred Euro).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on request of the above appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text shall prevail.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This document has been read to the appearing party who signed together with the undersigned notary this notarial deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize le huit avril,

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de CATELLA BANK S.A., une société anonyme, constituée et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 29.962 (la Société). La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 25 janvier 1989, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 158 du 8 juin 1989. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été amendés plusieurs fois, et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, le 5 septembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 2503 du 9 octobre 2012.

A COMPARU:

CATELLA HOLDING AB, ayant son siège social au Birger Jarlsgatan 6, P.O. Box 5894, SE-102 40 Stockholm, Suède, détenant la totalité des actions dans le capital de la Société (l'Actionnaire Unique)

Ici représenté par Mme Flora Gibert, clerk de notaire demeurant à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé. Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins de l'enregistrement.

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide de transférer le siège social avec effet à la date de ce jour du 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg au Parc d'activités Capellen, 38 rue Pafebruch, L-8308 Capellen.

Seconde résolution

L'Actionnaire Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Capellen.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de cette assemblée générale extraordinaire, est estimé à environ EUR 800,- (huit cents Euros).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite, le mandataire du comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 10 avril 2013. Relation: LAC/2013/16361. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2013048493/80.

(130059802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2013.

Jewel HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 553.712,80.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 173.021.

In the year two thousand and thirteen, on the eighteenth day of March.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

- 1) AIF VII Euro Holdings, L.P., a Cayman Islands exempted limited partnership, having its registered office at c/o Walkers SPV Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands,
- 2) AP Jewel Holdings (EH-1), LLC, a Delaware company, having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, with registration number 5301133
- 3) AP Jewel Holdings (EH-2), LLC, a Delaware company, having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, with registration number 5301136
- 4) AP Jewel Holdings (EH-3), LLC, a Delaware company, having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, with registration number 5301138
- 5) AP Jewel Holdings (EH-4), LLC, a Delaware company, having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, with registration number 5301140
- 6) AP Jewel Holdings (EH-5), LLC, a Delaware company, having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, with registration number 5301143
- 7) AP Jewel Holdings (EH-6), LLC, a Delaware company, having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, with registration number 5301146
- 8) AP Jewel Holdings (EH-7), LLC, a Delaware company, having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, with registration number 5301150
- 9) AP Jewel Holdings (EH-8), LLC, a Delaware company, having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, with registration number 5301155

10) AP Jewel Holdings (EH-9), LLC, a Delaware company, having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, with registration number 5301159

All here represented by Mrs Arlette Siebenaler, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of proxies given on 17th March, 2013.

The said proxies, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all the shareholders of Jewel Holdco S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 173 021, incorporated pursuant to a notarial deed of the undersigned notary on 22 November 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 8 dated 2 January 2013. The articles of association have last been amended through a deed of the undersigned notary on 18 March 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The appearing parties, representing the whole corporate capital, requested the undersigned notary to act that the agenda is as follows:

Agenda

- 1) Creation of B Ordinary Shares and C Ordinary Shares in the share capital of the Company;
- 2) Decision to increase the Company's share capital from its current amount of five hundred thirty thousand eight hundred twenty-one Pounds Sterling and twenty-nine Pence (GBP 530,821.29) represented by two million one hundred twenty-two thousand one hundred twenty-nine (2,122,129) A Ordinary Shares and fifty million nine hundred sixty (50,960,000) Preference Shares, having a nominal value of one Pence (GBP 0.01) each, up to five hundred fifty-three thousand seven hundred twelve Pounds Sterling and eighty Pence (GBP 553,712.80) represented by two million one hundred twenty-two thousand one hundred twenty-nine (2,122,129) A Ordinary Shares, fifty-three million fifty-six thousand and sixty-six (53,056,066) Preference Shares, forty-two thousand seven hundred seventy-five (42,775) B Ordinary Shares and one hundred fifty thousand three hundred ten (150,310) C Ordinary Shares having a nominal value of one Pence (GBP 0.01) each, through the issue of forty-two thousand seven hundred seventy-five (42,775) B Ordinary Shares; two million ninety-six thousand sixty-six (2,096,066) Preference Shares; and one hundred fifty thousand three hundred ten (150,310) C Ordinary Shares, having a nominal value of one Pence (GBP 0.01) each, to be paid by contributions in cash and in kind;
- 4) Amendment of article 5 of the articles of incorporation of the Company;
- 5) Miscellaneous.

The appearing parties, represented as stated above, representing the entire share capital, takes the following resolutions:

First resolution

The extraordinary general meeting decides to create B Ordinary Shares and C Ordinary Shares in the share capital of the Company.

Second resolution

The extraordinary general meeting decides to increase the Company's share capital from its current amount of five hundred thirty thousand eight hundred twenty-one Pounds Sterling and twenty-nine Pence (GBP 530,821.29) represented by two million one hundred twenty-two thousand one hundred twenty-nine (2,122,129) A Ordinary Shares and fifty million nine hundred sixty (50,960,000) Preference Shares, having a nominal value of one Pence (GBP 0.01) each, up to five hundred fifty-three thousand seven hundred twelve Pounds Sterling and eighty Pence (GBP 553,712.80) represented by two million one hundred twenty-two thousand one hundred twenty-nine (2,122,129) A Ordinary Shares, fifty-three million fifty-six thousand and sixty-six (53,056,066) Preference Shares, forty-two thousand seven hundred seventy-five (42,775) B Ordinary Shares and one hundred fifty thousand three hundred ten (150,310) C Ordinary Shares having a nominal value of one Pence (GBP 0.01) each, through the issue of forty-two thousand seven hundred seventy-five (42,775) B Ordinary Shares; two million ninety-six thousand sixty-six (2,096,066) Preference Shares; and one hundred fifty thousand three hundred ten (150,310) C Ordinary Shares, having a nominal value of one Pence (GBP 0.01) each, to be paid by contributions in cash and in kind.

The newly issued shares are subscribed and fully paid up as follows:

- 1) Thirteen thousand one hundred sixty-nine (13,169) B Ordinary Shares, six hundred forty-five thousand three hundred thirteen (645,313) Preference Shares, and twenty-six thousand eight hundred twelve (26,812) C Ordinary Shares are subscribed and fully paid up by Mr. Anthony Broderick, born in Bedford, United Kingdom, on 3 September 1958, residing at 4 Bridgnorth Road, Stourton, Stourbridge, DY7 6RP, England, by a contribution in kind of a portion of the claim of the contributor resulting from subordinated unsecured fixed rate exchange loan notes and subordinated, unsecured, PIK fixed rate loan notes issued by Jewel UK Topco Limited, incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at 20-22 Bedford Row, London WC1R 4JS, valued at six hundred ninety-seven thousand eight hundred sixty-nine Pounds Sterling and forty-seven Pence (GBP 697,869.47).

The total subscription price is six hundred ninety-seven thousand eight hundred sixty-nine Pounds Sterling and forty-seven Pence (GBP 697,869.47), whereof six thousand eight hundred fifty-two Pounds Sterling and ninety-four Pence (GBP 6,852.94) shall be allocated to the share capital of the Company, and six hundred ninety-one thousand sixteen Pounds Sterling and fifty-three Pence (GBP 691,016.53) shall be allocated to the share premium account.

2) Two thousand three hundred ninety-one (2,391) B Ordinary Shares, one hundred seventeen thousand one hundred ninety-one (117,191) Preference Shares, and eight thousand one hundred twenty-five (8,125) C Ordinary Shares are subscribed and fully paid up by Mr. Richard Gerrard, born in Nottingham, United Kingdom, on 20 December 1966, residing at 23 Bridge Road, Wollaton, Nottingham, NG8 2DG, England, by a contribution in kind of a portion of the claim of the contributor resulting from subordinated unsecured fixed rate exchange loan notes and subordinated, unsecured, PIK fixed rate loan notes issued by Jewel UK Topco Limited, incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at 20-22 Bedford Row, London WC1R 4JS, valued at one hundred thirty-one thousand five hundred seventeen Pounds Sterling and sixty Pence (GBP 131,517.60).

The total subscription price is one hundred thirty-one thousand five hundred seventeen Pounds Sterling and sixty Pence (GBP 131,517.60), whereof one thousand two hundred seventy-seven Pounds Sterling and seven Pence (GBP 1,277.07) shall be allocated to the share capital of the Company, and one hundred thirty thousand two hundred forty Pounds Sterling and fifty-three Pence (GBP 130,240.53) shall be allocated to the share premium account.

3) Eight hundred eighty-four (884) B Ordinary Shares, forty-three thousand three hundred seventeen (43,317) Preference Shares, and thirteen thousand (13,000) C Ordinary Shares are subscribed and fully paid up by Mr. Deon Parker, born in Nuneaton, United Kingdom, on 2 May 1972, residing at 39 Hill Rise, Burbage, Leicester LE10 2UA, England, by a contribution in kind of a portion of the claim of the contributor resulting from subordinated unsecured fixed rate exchange loan notes and subordinated, unsecured, PIK fixed rate loan notes issued by Jewel UK Topco Limited, incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at 20-22 Bedford Row, London WC1R 4JS, valued at sixty-three thousand two hundred ninety-seven Pounds Sterling and ninety-five Pence (GBP 63,297.95).

The total subscription price is sixty-three thousand two hundred ninety-seven Pounds Sterling and ninety-five Pence (GBP 63,297.95), whereof five hundred seventy-two Pounds Sterling and one Pence (GBP 572.01) shall be allocated to the share capital of the Company, and sixty-two thousand seven hundred twenty-five Pounds Sterling and ninety-four Pence (GBP 62,725.94) shall be allocated to the share premium account.

4) Six hundred sixty three (663) B Ordinary Shares, thirty-two thousand four hundred ninety-four (32,494) Preference Shares, and eight thousand one hundred twenty-five (8,125) C Ordinary Shares are subscribed and fully paid up by Mrs. Ruth Benford, born in Leicester, United Kingdom, on 28 June 1973, residing at 50 Marigold Lane, Mountsorrel, Loughborough, LE12 7FP, England, by a contribution in kind of a portion of the claim of the contributor resulting from subordinated unsecured fixed rate exchange loan notes and subordinated, unsecured, PIK fixed rate loan notes issued by Jewel UK Topco Limited, incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at 20-22 Bedford Row, London WC1R 4JS, valued at forty-five thousand ninety-two Pounds Sterling and sixty Pence (GBP 45,092.60).

The total subscription price is forty-five thousand ninety-two Pounds Sterling and sixty Pence (GBP 45,092.60), whereof four hundred twelve Pounds Sterling and eighty-two Pence (GBP 412.82) shall be allocated to the share capital of the Company, and forty-four thousand six hundred seventy-nine Pounds Sterling and seventy-eight Pence (GBP 44,679.78) shall be allocated to the share premium account.

5) Six hundred sixty three (663) B Ordinary Shares, thirty-two thousand four hundred ninety-four (32,494) Preference Shares, and eight thousand one hundred twenty-five (8,125) C Ordinary Shares are subscribed and fully paid up by Mr. Craig Bolton, born in Gateshead, United Kingdom, on 4 January 1972, residing at 4 Sandmill Mews, Winlton, Tyne & Wear, NE21 5SF, England, by a contribution in kind of a portion of the claim of the contributor resulting from subordinated unsecured fixed rate exchange loan notes and subordinated, unsecured, PIK fixed rate loan notes issued by Jewel UK Topco Limited, incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at 20- 22 Bedford Row, London WC1R 4JS, valued at forty-five thousand ninety-two Pounds Sterling and sixty Pence (GBP 45,092.60).

The total subscription price is forty-five thousand ninety-two Pounds Sterling and sixty Pence (GBP 45,092.60), whereof four hundred twelve Pounds Sterling and eighty-two Pence (GBP 412.82) shall be allocated to the share capital of the Company, and forty-four thousand six hundred seventy-nine Pounds Sterling and seventy-eight Pence (GBP 44,679.78) shall be allocated to the share premium account.

6) Seven hundred and three (703) B Ordinary Shares, thirty-four thousand four hundred fifty-four (34,454) Preference Shares, and eight thousand one hundred twenty-five (8,125) C Ordinary Shares are subscribed and fully paid up by Mr. James Crichton, born in Ardrossan, United Kingdom, on 6 June 1965, residing at 67 Northampton Road, Towcester, Northants, NN12 7AH, England, by a contribution in kind of a portion of the claim of the contributor resulting from subordinated unsecured fixed rate exchange loan notes and subordinated, unsecured, PIK fixed rate loan notes issued by Jewel UK Topco Limited, incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at 20- 22 Bedford Row, London WC1R 4JS, valued at forty-seven thousand ninety-two Pounds Sterling and sixty Pence (GBP 47,092.60).

The total subscription price is forty-seven thousand ninety-two Pounds Sterling and sixty Pence (GBP 47,092.60), whereof four hundred thirty-two Pounds Sterling and eighty-two Pence (GBP 432.82) shall be allocated to the share capital of the Company, and forty-six thousand six hundred fifty-nine Pounds Sterling and seventy-eight Pence (GBP 46,659.78) shall be allocated to the share premium account.

7) Twenty-four thousand three hundred two (24,302) B Ordinary Shares, one million one hundred ninety thousand eight hundred three (1,190,803) Preference Shares, and sixty-nine thousand eight hundred seventy three (69,873) C Ordinary Shares are subscribed and fully paid up by Mr. Justin Stead, born in Australia on 5 July 1967, residing at Halo House, 27 Windsbro Road, Gerrards Cross, Bucks, SL9 7ND, England, by a contribution in cash of one million three hundred seventeen thousand seven hundred fifty-one Pounds Sterling and thirteen Pence (GBP 1,317,751.13).

The total subscription price is one million three hundred seventeen thousand seven hundred fifty-one Pounds Sterling and thirteen Pence (GBP 1,317,751.13), whereof twelve thousand eight hundred forty-nine Pounds Sterling and seventy-eight Pence (GBP 12,849.78) shall be allocated to the share capital of the Company, and one million three hundred four thousand nine hundred one Pounds Sterling and thirty-five Pence (GBP 1,304,901.35) shall be allocated to the share premium account.

8) Eight thousand one hundred twenty-five (8,125) C Ordinary Shares are subscribed and fully paid up by Mrs. Elizabeth Galton, born in London, United Kingdom, on 10 July 1976, residing at 204 Milliners House, Riverside Quarter, Eastfields Avenue, London SW18 1LP, England, by a contribution in cash of eleven thousand nine hundred thirty-five Pounds Sterling and sixty Pence (GBP 11,935.60).

The total subscription price is eleven thousand nine hundred thirty-five Pound Sterling and sixty Pence (GBP 11,935.60), whereof eighty-one Pounds Sterling and twenty-five Pence (GBP 81.25) shall be allocated to the share capital of the Company, and eleven thousand eight hundred fifty-four Pounds Sterling and thirty-five Pence (GBP 11,854.35) shall be allocated to the share premium account.

The aggregate contribution in cash is evidenced to the notary by a blocking certificate.

The proof of the existence and of the value of the above contributions in kind has been produced to the undersigned notary.

As a consequence, Mr. Anthony Broderick, Mr. Richard Gerrard, Mr. Deon Parker, Mrs. Ruth Benford, Mr. Craig Bolton, Mr. James Crichton, Mr. Justin Stead and Mrs. Elizabeth Galton, all prenamed, represented by Mrs Arlette Siebenaler, prenamed, by virtue of proxies, participate in the extraordinary general meeting of the Company and will vote on the following resolutions.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Third resolution

As a consequence of the above resolution, the extraordinary general meeting decides to amend article 5 of the articles of incorporation of the Company to read as follows:

" Art. 5. Capital.

5.1. The Company's share capital is set at five hundred fifty-three thousand seven hundred twelve Pounds Sterling and eighty Pence (GBP 553,712.80) represented by two million one hundred twenty-two thousand one hundred twenty-nine (2,122,129) A Ordinary Shares, fifty-three million fifty-six thousand and sixty-six (53,056,066) Preference Shares, forty-two thousand seven hundred seventy-five (42,775) B Ordinary Shares and one hundred fifty thousand three hundred ten (150,310) C Ordinary Shares having a nominal value of one Pence (GBP 0.01) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles."

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to EUR 5,000.-.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the French translation of the preceding deed:

L'an deux mille treize, le dix-huitième jour de mars.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. AIF VII Euro Holdings, L.P., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au c/o Walkers SPV Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9002, Iles Cayman,

2. AP Jewel Holdings (EH-1), LLC, une société du Delaware, ayant son siège social au Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, enregistrée sous le numéro 5301133,

3. AP Jewel Holdings (EH-2), LLC, une société du Delaware, ayant son siège social au Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, enregistrée sous le numéro 5301136,

4. AP Jewel Holdings (EH-3), LLC, une société du Delaware, ayant son siège social au Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, enregistrée sous le numéro 5301138,

5. AP Jewel Holdings (EH-4), LLC, une société du Delaware, ayant son siège social au Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, enregistrée sous le numéro 5301140,

6. AP Jewel Holdings (EH-5), LLC, une société du Delaware, ayant son siège social au Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, enregistrée sous le numéro 5301143,

7. AP Jewel Holdings (EH-6), LLC, une société du Delaware, ayant son siège social au Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, enregistrée sous le numéro 5301146,

8. AP Jewel Holdings (EH-7), LLC, une société du Delaware, ayant son siège social au Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, enregistrée sous le numéro 5301150,

9. AP Jewel Holdings (EH-8), LLC, une société du Delaware, ayant son siège social au Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, enregistrée sous le numéro 5301155,

10. AP Jewel Holdings (EH-9), LLC, une société du Delaware, ayant son siège social au Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, enregistrée sous le numéro 5301159,

Tous, dûment représentés par Madame Arlette Siebenaler, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, en vertu de procurations données le 17 mars 2013.

Les procurations paraphées ne varient par le mandataire et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Les parties comparantes sont tous les actionnaires de la société Jewel Holdco S.à r.l. (ci-après la "Société") une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 173021, fondée par un acte notarié du notaire susmentionné le 22 novembre 2012, publié au Mémorial C, recueil des Sociétés et Associations, numéro 8 en date du 2 janvier 2013. Les statuts ont été révisés par un acte du notaire susmentionné le 18 mars 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Les parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social de la Société, ont requis au notaire d'enregistrer l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1) Création d'Actions B et d'Actions Ordinaires C dans le capital social de la Société.

2) La décision d'augmenter le capital social de la Société de son montant actuel de cinq cent trente mille huit cent vingt et un Livres Sterling et vingt-neuf Pence (GBP 530.821,29) représenté par deux millions cent vingt-deux mille cent vingt-neuf (2.122.129) Actions Ordinaires A et cinquante millions neuf cent soixante mille (50.960.000) Actions de Préférence d'une valeur nominale d'un Pence (GBP 0,01) chacune, à cinq cent cinquante-trois mille sept cent douze Livres Sterling et quatre-vingt Pence (553.712,80) représenté par deux millions cent vingt-deux mille cent vingt-neuf (2.122.129) Actions Ordinaires A, cinquante-trois millions cinquante-six mille soixante-six (53.056.066) Actions de Préférence, quarante-deux mille sept cent soixante-quinze (42.775) Actions Ordinaires B, et cent cinquante mille trois cent dix (150,310) Actions Ordinaires C d'une valeur nominale d'un Pence (GBP 0,01) chacune, par l'émission de quarante-deux mille sept cent soixante-quinze (42.775) Actions Ordinaires B, deux millions quatre-vingt-seize mille soixante-six (2.096.066) Actions de Préférence, et cent cinquante mille trois cent dix (150,310) Actions Ordinaires C, d'une valeur nominale d'un Pence (GBP 0,01) chacune, devant être libérée par des apports en numéraire et en nature.

3) Révision de l'article 5 des statuts de la Société;

4) Discussion.

Les parties comparantes, représentées ci-avant, ont pris les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de créer des Actions Ordinaires B et des Actions Ordinaires C dans le capital social de la Société.

Seconde Résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide d'augmenter le capital social de la Société de son montant actuel de cinq cent trente mille huit cent vingt et un Livres Sterling et vingt-neuf Pence (GBP 530.821,29) représenté par deux millions cent vingt-deux mille cent vingt-neuf (2.122.129) Actions Ordinaires A et cinquante millions neuf cent soixante mille (50.960.000) Actions de Préférence d'une valeur nominale d'un Pence (GBP 0,01) chacune, à cinq cent cinquante-trois mille sept cent douze Livres Sterling et quatre-vingt Pence (553.712,80) représenté par deux millions cent vingt-deux mille cent vingt-neuf (2.122.129) Actions Ordinaires A, cinquante-trois millions cinquante-six mille soixante-six

(53.056.066) Actions de Préférence, quarante-deux mille sept cent soixante-quinze (42.775) Actions Ordinaires B, et cent cinquante mille trois cent dix (150,310) Actions Ordinaires C d'une valeur nominale d'un Pence (GBP 0,01) chacune, par l'émission de quarante-deux mille sept cent soixante-quinze (42.775) Actions Ordinaires B, deux millions deux millions quatre-vingt-seize mille soixante-six (2.096.066) Actions de Préférence, et cent cinquante mille trois cent dix (150,310) Actions Ordinaires C, d'une valeur nominale d'un Pence (GBP 0,01) chacune, devant être libérée par des apports en numéraire et en nature.

Les nouvelles actions émises sont souscrites et entièrement libérées de la façon suivante:

1) Treize mille cent soixante-neuf (13.169) Actions Ordinaires B, six cent quarante-cinq mille trois cent treize (645.313) Actions de Préférence, et vingt-six mille huit cent douze (26.812) Actions Ordinaires C sont souscrites et entièrement libérées par Mr. Anthony Broderick, né le 3 septembre 1958 à Bedford, Royaume-Uni, résidant au 4 Bridgnorth Road, Stourton, Stourbridge, DY7 6RP, Angleterre, par un apport en nature d'une créance de l'apporteur résultant des titres d'emprunt à taux de change fixe, subordonnés et non garantis et des titres d'emprunts à taux fixe PIK (payment-in-kind), subordonnés et non garantis, émis par Jewel UK Topco Limited, fondée et régie selon les lois de Wales et d'Angleterre, ayant son siège social au 20-22 Bedford Row, London WC1R 4JS, évalué à six cent quatre-vingt-dix-sept mille huit cent soixante-neuf Livres Sterling et quarante-sept Pence (GBP 697.869,47).

Le prix total de la souscription est de six cent quatre-vingt-dix-sept mille huit cent soixante-neuf Livres Sterling et quarante-sept Pence (GBP 697.869,47), dont six mille huit cent cinquante-deux Livres Sterling et quatre-vingt-quatorze Pence (GBP 6.852,94) sont alloués au capital social de la Société, et dont six cent quatre-vingt-onze mille seize Livres Sterling et cinquante-trois Pence (GBP 691.016,53) sont alloués à la prime d'émission.

2) Deux mille trois cent quatre-vingt-onze (2.391) Actions Ordinaires B, cent dix-sept mille cent quatre-vingt-onze (117,191) Actions de Préférence, et huit mille cent vingt-cinq (8.125) Actions Ordinaires C sont souscrites et entièrement libérées par Mr. Richard Gerrard, né le 20 décembre 1966, à Nottingham, Royaume-Uni, résidant au 23 Bridge Road, Wollaton, Nottingham, NG8 2DG, Angleterre, par un apport en nature d'une créance de l'apporteur résultant des titres d'emprunt à taux de change fixe, subordonnés et non garantis et des titres d'emprunts à taux fixe PIK (payment-in-kind), subordonnés et non garantis, émis par Jewel UK Topco Limited, fondée et régie selon les lois de Wales et d'Angleterre, ayant son siège social au 20-22 Bedford Row, London WC1R 4JS, évalué à cent trente-et-un mille cinq cent dix-sept Livres Sterling et soixante Pence (GBP 131.517,60).

Le prix total de la souscription est de cent trente-et-un mille cinq cent dix-sept Livres Sterling et soixante Pence (GBP 131.517,60), dont mille deux cents soixante-dix-sept Livres Sterling et sept Pence (GBP 1.277,07) sont alloués au capital social de la Société, et dont cent trente mille deux cent quarante Livres Sterling et cinquante-trois Pence (GBP 130.240,53) sont alloués à la prime d'émission.

3) Huit cent quatre-vingt-quatre (884) Actions Ordinaires B, quarante-trois mille trois cent dix-sept (43.317) Actions de Préférence, et treize mille (13.000) Actions Ordinaires C sont souscrites et entièrement libérées par Mr. Deon Parker, né le 2 mai 1972, à Nuneaton, Royaume-Uni, résidant au 39 Hill Rise, Burbage, Leicester LE10 2UA, Angleterre, par un apport en nature d'une créance de l'apporteur résultant des titres d'emprunt à taux de change fixe, subordonnés et non garantis et des titres d'emprunts à taux fixe PIK (payment-in-kind), subordonnés et non garantis, émis par Jewel UK Topco Limited, fondée et régie selon les lois de Wales et d'Angleterre, ayant son siège social au 20-22 Bedford Row, London WC1R 4JS, évalué à soixante-trois mille deux cent quatre-vingt-dix-sept Livres Sterling et quatre-vingt-quinze Pence (GBP 63.297,95).

Le prix total de la souscription est de soixante-trois mille deux cent quatre-vingt-dix-sept Livres Sterling et quatre-vingt-quinze Pence (GBP 63.297,95), cinq cent soixante-douze Livres Sterling (GBP 572) sont alloués au capital social de la Société, et dont soixante-deux mille sept cent vingt-cinq Livres Sterling et quatre-vingt-quinze Pence (GBP 62.725,95) sont alloués à la prime d'émission.

4) Six cent soixante-trois (663) Actions Ordinaires B, trente-deux mille quatre cent quatre-vingt-quatorze (32.494) Actions de Préférence, et huit mille cent vingt-cinq (8.125) Actions Ordinaires C sont souscrites et entièrement libérées par Mr. Ruth Benford, né le 28 juin 1973, à Leicester, Royaume-Uni, résidant au 50 Marigold Lane, Mountsorrel, Loughborough, LE12 7FP, Angleterre, par un apport en nature d'une créance de l'apporteur résultant des titres d'emprunt à taux de change fixe, subordonnés et non garantis et des titres d'emprunts à taux fixe PIK (payment-in-kind), subordonnés et non garantis, émis par Jewel UK Topco Limited, fondée et régie selon les lois de Wales et d'Angleterre, ayant son siège social au 20-22 Bedford Row, London WC1R 4JS, évalué à quarante-cinq mille quatre-vingt-douze Livres Sterling et soixante Pence (GBP 45.092,60).

Le prix total de la souscription est de quarante-cinq mille quatre-vingt-douze Livres Sterling et soixante Pence (GBP 45.092,60), dont quatre cent douze Livres Sterling et quatre-vingt-deux Pence (GBP 412,82) sont alloués au capital social de la Société, et dont quarante-quatre mille six cent soixante-dix-neuf Livres Sterling et soixante-dix-huit Pence (GBP 44.679,78) sont alloués à la prime d'émission.

5) Six cent soixante-trois (663) Actions Ordinaires B, trente-deux mille quatre cent quatre-vingt-quatorze (32.494) Actions de Préférence, et huit mille cent vingt-cinq (8.125) Actions Ordinaires C sont souscrites et entièrement libérées par Mr. Craig Bolton, né le 4 janvier 1972, à Gateshead, Royaume-Uni, résidant au 4 Sandmill Mews, Winlaton, Tyne & Wear, NE21 5SF, Angleterre, par un apport en nature d'une créance de l'apporteur résultant des titres d'emprunt à taux de change fixe, subordonnés et non garantis et des titres d'emprunts à taux fixe PIK (payment-in-kind), subordonnés et

non garantis, émis par Jewel UK Topco Limited, fondée et régie selon les lois de Wales et d'Angleterre, ayant son siège social au 20-22 Bedford Row, London WC1R 4JS, évalué à quarante-cinq mille quatre-vingt-douze Livres Sterling et soixante Pence (GBP 45.092,60).

Le prix total de la souscription est de quarante-cinq mille quatre-vingt-douze Livres Sterling et soixante Pence (GBP 45.092,60), dont quatre cent douze Livres Sterling et quatre-vingt-deux Pence (GBP 412,82) sont alloués au capital social de la Société, et dont quarante-quatre mille six cent soixante-dix-neuf Livres Sterling et soixante-dix-huit Pence (GBP 44.679,78) sont alloués à la prime d'émission.

6) Sept cent trois (703) Actions Ordinaires B, trente-quatre mille quatre cent cinquante-quatre (34.454) Actions de Préférence, et huit mille cent vingt-cinq (8.125) Actions Ordinaires C sont souscrites et entièrement libérées par Mr. James Crichton, né le 6 juin 1965, à Ardrossan, Royaume-Uni, résidant au 67 Northampton Road, Towcester, Northants, NN12 7AH, Angleterre, par un apport en nature d'une créance de l'apporteur résultant des titres d'emprunt à taux de change fixe, subordonnés et non garantis et des titres d'emprunts à taux fixe PIK (payment-in-kind), subordonnés et non garantis, émis par Jewel UK Topco Limited, fondée et régie selon les lois de Wales et d'Angleterre, ayant son siège social au 20-22 Bedford Row, London WC1R 4JS, évalué à quarante-sept mille quatre-vingt-douze Livres Sterling et soixante Pence (GBP 47.092,60).

Le prix total de la souscription est de quarante-cinq mille quatre-vingt-douze Livres Sterling et soixante Pence (GBP 45.092,60), dont quatre cent trente-deux Livres Sterling et quatre-vingt-deux Pence (GBP 432,82) sont alloués au capital social de la Société, et dont quarante-six mille six cent cinquante-neuf Livres Sterling et cinquante-huit Pence (GBP 46.659,58) sont alloués à la prime d'émission.

7) Vingt-quatre mille trente-deux (24.032) Actions Ordinaires B, un million cent quatre-vingt-dix mille huit cent trois (1.190.803) Actions de Préférence, et soixante-neuf mille huit soixante-treize (69.873) Actions Ordinaires C sont souscrites et entièrement libérées par Mr. Justin Stead, né le 5 juillet 1967, en Australie, résidant au Halo House, 27 Windsor Road, Gerrards Cross, Bucks, SL9 7ND, Angleterre, par un apport en nature d'une créance de l'apporteur résultant des titres d'emprunt à taux de change fixe, subordonnés et non garantis et des titres d'emprunts à taux fixe PIK (payment-in-kind), subordonnés et non garantis, émis par Jewel UK Topco Limited, fondée et régie selon les lois de Wales et d'Angleterre, ayant son siège social au 20-22 Bedford Row, London WC1R 4JS, évalué à un million trois cent dix-sept sept mille sept cent cinquante-et-un Livres Sterling et treize Pence (GBP 1.317.751,13).

Le prix total de la souscription est de un million trois cent dix-sept sept mille sept cent cinquante-et-un Livres Sterling et treize Pence (GBP 1.317.751,13), dont douze mille huit cent quarante-neuf Livres Sterling et soixante-dix-huit Pence (GBP 12.849,78) sont alloués au capital social de la Société, et dont un million trois cent quatre mille neuf cent un Livres Sterling et trente-cinq Pence (GBP 1.304.901,35) sont alloués à la prime d'émission.

8) Huit mille cent vingt-cinq (8.125) Actions Ordinaires C sont souscrites et entièrement libérées par Mrs. Elizabeth Galton, née à Londres, Royaume-Uni, le 10 juillet 1976, résidant au 204 Milliners House, Riverside Quarter, Eastfields Avenue, London SW18 1LP, Angleterre, par un apport en numéraire de onze mille neuf cent trente-cinq Livres Sterling and soixante Pence (GBP 11.935,60).

Le prix total de la souscription est de onze mille neuf cent trente-cinq Livres Sterling and soixante Pence (GBP 11.935,60), dont deux mille trois cent quarante-quatre Livres Sterling et vingt-cinq Pence (GBP 81,25) sont alloués au capital social de la Société, et dont onze mille huit cent cinquante-quatre Livres Sterling et trente-cinq Pence (GBP 11.854,35) sont alloués à la prime d'émission.

Troisième Résolution

A la suite de la résolution précédente l'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société afin qu'il prenne la forme suivante:

" Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à cinq cent cinquante-trois mille sept cent douze Livres Sterling et quatre-vingt Pence (553.712,80) représentés par deux millions cent vingt-deux mille cent vingt-neuf (2.122.129) Actions Ordinaires A, cinquante-trois millions cinquante-six mille soixante-six (53.056.066) Actions de Préférence, quarante-deux mille sept cent soixante-quinze (42.775) Actions Ordinaires B, et cent cinquante mille trois cent dix (150,310) Actions Ordinaires C d'une valeur nominale d'un Pence (GBP 0,01) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise dans les conditions requises pour une modification des présents statuts ou tel que prévu dans l'article 6 des présentes.»

Dépenses

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société sont estimés à EUR 5.000.-.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte fait et passé par le notaire soussigné à Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu au représentant de la comparante, dont le prénom, le nom, l'état civil et le lieu de résidence est connu par le notaire soussigné; le représentant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 mars 2013. Relation: LAC/2013/13978. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2013.

Référence de publication: 2013046810/383.

(130057319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

Asiago Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 176.527.

— STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the nineteenth day of March.

Before us Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

La Nuova Asiago Immobiliare S.r.l., having its registered office in I-20123 Milano, Via Vincenzo Monti n. 41, recorded with the Trade Register of Milano, Italy, under number 03534920156,

here represented by Mrs Sarah Lobo, Master of Commerce, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given Milano, Italy, on 12th of March 2013.

The said proxy, signed *ne varietur* by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the notary to enact as follows the articles of association of a public limited liability company (*société anonyme*):

Chapter I. - Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established among the appearing sole shareholder and all those who may become shareholders a company in the form of a *société anonyme*, under the name of "Asiago Real Estate S.A." (the "Company"), which will be governed by the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the "Law") as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg City. The registered office of the Company may be transferred within the City of Luxembourg by a decision of the board of directors.

2.2. The Registered Office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the General Meeting of Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles

2.3. The Company may also, by decision of the Board of Directors, set up subsidiaries, agencies or branch offices either within or outside the Grand-Duchy of Luxembourg.

2.4. If the board of directors considers that political, economic or social events occurred or threaten to occur which are likely to affect the normal activities at the registered office or communications from the registered office with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such measures will not affect the Company's nationality which will notwithstanding such temporary transfer of the registered office remain a Luxembourg company.

Art. 3. Object. The Company's purpose is to take participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licenses, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company may borrow under any form whatsoever, through the issue of public or private loans or bonds, whether interest bearing or profit sharing.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas as described above.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration. It may be dissolved at any moment by a decision of the Meeting of Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Chapter II. - Capital

Art. 5. Capital - Shares.

5.1. The subscribed corporate capital is set at EUR 31,000.00,- (thirty-one thousand euro), divided into 31,000 (thirty-one thousand) shares with a par value of EUR 1.00,- (one euro) each.

5.2. The authorized capital is set at EUR 3,000,000.00,- (three million euro) divided into 3,000,000 (three million) shares with a par value of EUR 1.00,- (one euro) each.

5.3. The authorized and the subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the shareholders adopted in the manner required for amending these Articles of Incorporation.

5.4. Furthermore the Board of Directors is authorized, during a period of five years as of the publication of the incorporation deed dated 19 March 2013 in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, to increase from time to time the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. This increase of capital may be subscribed and shares issued with or without issue premium and paid up by contribution in kind or cash, by incorporation of claims in any other way to be determined by the Board of Directors. The Board of Directors is specifically authorized to proceed to such issues without reserving for the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

5.5. Each time the Board of Directors shall act to render effective an increase of the subscribed capital, the present article shall be considered as automatically amended in order to reflect the result of such action.

5.6. The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by law.

5.7. Any share premium may be distributed by the shareholders' meeting in the form of distribution of free reserves of the company.

Art. 6. Payments. Payments on shares not fully paid up at the time of subscription will be made at the time and upon conditions, which the Board of Directors shall from time to time determine. Any amount called up on shares will be charged equally on all outstanding shares, which are not fully paid.

Art. 7. Shares.

7.1. The shares are in registered form, at request of the shareholder.

7.2. A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder.

7.3. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register.

Art. 8. Transfer of shares.

8.1. There exist no restrictions about transactions or transfer of shares of the Corporation.

8.2. The Company will recognize only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflict between an usufructuary (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire) and a pledgor and a pledgee.

Art. 9. Convertible bonds.

9.1. The Board may, upon previous authorization by the shareholders' meeting, issue convertible bonds under the form of nominative certificates or bearer certificates, payable in any currency.

9.2. The Board will determine the nature, issue price, interest rate, terms and conditions for issue and repurchase, as well as all other conditions of the issue. In case of nominative certificates, a register will be held at the registered office.

Chapter III. - Directors, Board of directors, Statutory auditors

Art. 10. Meetings of shareholders - General.

10.1. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

10.2. In case of plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company.

The general meeting of shareholders shall have the widest powers to adopt or ratify any action relating to the Company. In particular, the general meeting of shareholders shall have competence in all matters where the board of directors, in its sole discretion, requests the formal approval of the general meeting of shareholders.

10.3. Any general meeting of shareholders shall be convened as set forth in the Law.

10.4. Each Share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by fax or telegram or telex or electronic mail.

10.5. Except as otherwise required by Law, resolutions at an annual or ordinary meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of shareholders present and voting, regardless of the proportion of the capital represented.

An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the share capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be approved by a two thirds majority of the shareholders present or represented.

However, the nationality of the Company may be changed and the shareholder commitments may be increased only with the unanimous consent of all the shareholders.

10.6. The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to take part in any meeting of shareholders.

10.7. If all the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the shareholders may validly waive any convening formalities.

Art. 11. Board of directors.

11.1. The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) directors, who need not be shareholders of the Company. Their mandates will not be remunerated.

11.2. However, if the Company is set up by a single shareholder or if, at a general shareholders meeting, it is acknowledged that the meeting includes no more than one sole shareholder; the composition of the board of directors may be limited to one member up to and until the next shareholders meeting evidencing that there is more than only one shareholder.

11.3. The directors shall be appointed at the general shareholders' meeting for a period of maximum six years and shall stay in office until their successors are elected. They are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

11.4. If a body corporate is appointed as director of the Company, it shall nominate a permanent representative responsible for the carrying-out of its mission in the name of and on behalf of the body corporate.

11.5. A director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted in a general shareholders meeting.

11.6. In the event of one or more vacancies on the board of directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may appoint within thirty business days one or more successors to fill such vacancies which shall remain in office until the next general meeting of shareholders or convene a general shareholders meeting for their immediate replacement.

11.7. The directors shall not be compensated for their services as director, unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders. The Company shall reimburse the directors for reasonable expenses incurred in the carrying out of their office, including reasonable travel and living expenses incurred for attending meetings on the board of directors.

Art. 12. Indemnification. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at his request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 13. Procedural aspects.

13.1. In case of plurality of directors, the board of directors may choose from among its members a chairman and a vice-chairman. Whatever the composition of the board of directors is, the Chairman may also choose a secretary, who need not be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

13.2. The board of directors shall meet upon call by the chairman or two directors at the place indicated in the convening notice. The convening notice, containing the agenda, shall be sent by letter (sent by express mail or special courier), telegram, fax, electronic mail to each director at least 3 (three) Business Days before the date set for the meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening

notice and in which case notice of at least 24 hours prior to the hour set for such meeting by telegram, fax, electronic mail shall be sufficient. This notice may be waived by the consent in writing or by fax, telegram or electronic mail. No notice shall be required for board of directors' meetings held at those times and places as previously agreed upon by the board of directors.

13.3. Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing by fax, telegram or electronic mail another director as his proxy. The use of video and teleconferencing equipment shall be allowed and the directors using this technology shall be deemed to be physically present and authorised to vote.

13.4. In case of plurality of directors, the board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of directors are present at the meeting of the board of directors.

13.5. Decisions shall be taken by a majority of the votes cast of those present or represented at such meeting.

13.6. Written resolutions signed by the sole director or, in case of plurality of directors, by all the members of the board of directors shall have the same effect as resolutions validly adopted during a meeting of the board of directors.

13.7. For the purposes of these Articles, "Business Day" means any calendar day (other than a Saturday or a Sunday) on which banks are open for business in Luxembourg.

Art. 14. Minutes of meetings of the board.

14.1. The resolutions of the board of directors shall be recorded in minutes to be signed by two Directors present at the meeting.

14.2. The resolutions adopted by the sole director shall be recorded in the minutes of the Company.

14.3. Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the sole director or, in case of plurality of directors, by the chairman or by any two directors.

Art. 15. Powers of the board.

15.1. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition. All powers not expressly reserved by Law or by the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

15.2. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation powers in respect thereof, to one of the members of the board of directors who shall be designated as the managing director. The board of directors may also confer special powers and special mandates to any person who need not to be a director, appoint and dismiss all officers and employees and determine their remuneration.

15.3. Such delegation in favor of a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the general meeting on the salary, fees and any advantages granted to managing director.

Art. 16. Binding signature. The Company will be bound by the sole signature of the sole director or, in case of plurality of directors, by the joint signatures of any two directors of the Company or by the joint or single signatures of any person to whom any signatory powers shall have been delegated by the sole director or the board of directors.

Art. 17. Statutory Auditor. The operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors as foreseen by Law who need not to be shareholder of the Company. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall form the board of auditors. The statutory auditors shall be appointed by the annual general meeting of shareholders for a period ending of up to six years.

Art. 18. Appropriation of profits.

18.1. Legal Reserve.

From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the statutory reserve account. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

18.2. Dividends.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may declare from time to time ordinary dividends without ever exceeding the amounts proposed by the board of directors.

Interim dividends may be distributed, subject to the conditions laid down by Law.

Art. 19. Dissolution and Liquidation.

19.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

19.2. In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators appointed by the meeting of shareholders further determining their powers and their compensation.

Art. 20. Governing law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Art. 21. Annual General Meeting of shareholders.

21.1. The annual general meeting of shareholders shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the 2nd day of the month of April at 2.00 p.m..

21.2. If such day is not a Business Day, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

21.3. Other meetings of shareholders, ordinary and extraordinary, may be held at such places and times as may be specified in the respective convening notices.

Art. 22. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January and shall terminate on the last day of December of each year.

Transitional dispositions

The first accounting year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall terminate on the December 31, 2013.

The first annual general meeting of shareholders shall take place in 2014.

Subscription and Payment.

The Articles having thus been established, the share capital has been subscribed as follows:

Subscriber	Number of Shares	Subscribed amount (in EUR)	% of share capital
La Nuova Asiago Immobiliare S.r.l., prenamed	31,000	31,000.00	100.00 %
Total	31,000	31,000.00	100.00 %

All the Shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of EUR 31,000.00 (thirty-one thousand euro) is now available to the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by the production of a blocking certificate.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th 1915 on commercial companies, as amended have been duly observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300).

Extraordinary general meeting

The appearing party, represented as stated above, representing the entire subscribed share capital has immediately adopted with the following resolutions:

1. The number of Directors is fixed at THREE (3).

2. The following are appointed Directors:

- Mr Giovanni Borletti, Industrialist, born in Milan (Italy), on 1 October 1954, resident in Via S. Maurilio n. 23, Milano, Italy;

- Mrs Sonja Bemtgen, licenciée en criminologie, born in Luxembourg (Luxembourg), on 4 January 1955, residing professionally in 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg;

- Mrs Virginie Derains, employée privée, born in Amnéville (France), on 11 January 1981, residing professionally in 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Unless renewed, their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2018.

3. Has been appointed statutory auditor:

Picigemme S.à r.l., having its registered office in 38 Haerebiërg, L-6868 Wecker, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 75.133.

Unless renewed, the term of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2018.

4. The Board of Directors is authorised to enter into a Convertible Bonds Agreement in an amount up to EUR 3,000,000.00 (three million euro) to be converted into ordinary shares.

5. The registered office of the Company is established at 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suite la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuvième jour de mars.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La Nuova Asiago Immobiliare S.r.l., ayant son siège social à I-20123 Milano, Via Vincenzo Monti n. 41, inscrite au Registre du Commerce de Milan, Italie, sous le numéro 03534920156,

ici représentée par Madame Sarah Lobo, Master of Commerce, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Milan, Italie, le 12 mars 2013.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé, entre l'unique actionnaire comparant et tous ceux qui deviendront dans la suite actionnaires d'une société constituée sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de "Asiago Real Estate S.A." (la «Société»), laquelle sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci - après la «Loi») ainsi que par les présents statuts (ci - après les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg - Ville. Le siège social de la Société pourra être transféré à l'intérieur de la Ville de Luxembourg par une décision du conseil d'administration.

2.2. Le siège social pourra être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur décision de l'Assemblée générale délibérant dans les formes prévues par les modifications de statuts.

2.3. La société peut également par décision du conseil d'administration, créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, agences ou succursales.

2.4. Lorsque le conseil d'administration détermine que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social se sont produits ou sont imminents, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales; de telles mesures temporaires ne changent en rien la nationalité de la Société, qui restera luxembourgeoise malgré le transfert temporaire de son siège statutaire.

Art. 3. Objet. La société a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut emprunter sous toutes les formes, soit par l'émission d'emprunts ou de financements publics ou privés, avec intérêts ou par participation aux profits

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute à tout moment par décision des actionnaires délibérant aux conditions requises pour une modification statutaire.

Titre II. - Capital

Art. 5. Capital - Actions.

5.1. Le capital social souscrit est fixé à EUR 31.000,00 (trente et un mille euros), divisé en 31.000 (trente et un mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1,00 (un euro) chacune.

5.2. Le capital autorisé est fixé à EUR 3.000.000,00 (trois millions d'euros) qui sera divisé en 3.000.000 (trois millions) d'actions d'une valeur nominale de EUR 1,00 (un euro) chacune.

5.3. Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décisions de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

5.4. En outre le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de l'acte de constitution daté du 19 mars 2013, autorisé à augmenter en temps utile qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission et libérées par apport en nature ou en numéraire, par compensation avec des créances ou de toute autre manière à déterminer par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

5.5. Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

5.6. La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

5.7. Toute prime d'émission peut être distribuée par l'assemblée générale dans les conditions d'une réserve libre de la société.

Art. 6. Versements. Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription se feront aux époques et aux conditions que le conseil d'administration déterminera dans ces cas. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

Art. 7. Nature des actions.

7.1. Les actions sont nominatives au choix de l'actionnaire.

7.2. Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives dont tout actionnaire pourra prendre connaissance.

7.3. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Art. 8. Cession d'actions.

8.1. Il n'existe aucune restriction statutaire quant aux transactions ou aux cessions d'actions de la société.

8.2. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Dans le cas où une action viendrait à appartenir à plusieurs personnes, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant propriétaire unique à son égard. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier gagiste.

Art. 9. Emprunts obligataires convertibles.

9.1. Le conseil d'administration peut, sur décision de l'assemblée générale des actionnaires, autoriser l'émission d'emprunts obligataires convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, payables en quelque monnaie que ce soit.

9.2. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêts, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Titre III. - Administration, Direction, Surveillance

Art. 10. Assemblées des actionnaires - Général.

10.1. L'actionnaire unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires.

10.2. En cas de pluralité d'actionnaires, chaque assemblée des actionnaires de la Société, régulièrement constituée, représente l'intégralité des actionnaires de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société. En particulier, l'assemblée générale des actionnaires sera compétente dans tous les domaines dans lesquels le conseil d'administration, à sa seule discrétion, requiert une approbation formelle de l'assemblée générale des actionnaires.

10.3. Toute assemblée générale des actionnaires sera convoquée conformément à la Loi.

10.4. Chaque Action ordinaire donne droit à une voix. Un actionnaire peut agir à toute assemblée des actionnaires en désignant une autre personne comme mandataire, par écrit, par fax, par télégramme, par télex ou courrier électronique.

10.5. Sauf stipulations contraires de la Loi, les décisions prises par l'assemblée générale annuelle ou ordinaire des actionnaires, dûment convoquée seront prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants, indépendamment de la proportion du capital représenté.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier les Statuts dans toutes ses dispositions ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie une nouvelle assemblée des actionnaires peut être convoquée, dans les formes prévues par la Loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée des actionnaires délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées des actionnaires, les résolutions pour être approuvées devront réunir une majorité de deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires.

10.6. Le conseil d'administration pourra déterminer toutes les autres conditions qui devront être remplies par les actionnaires afin de participer à toute assemblée des actionnaires.

10.7. Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, les actionnaires pourront valablement dispenser de toutes formalités de convocations.

Art. 11. Conseil d'administration.

11.1. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) administrateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Leur mandat ne sera pas rémunéré.

11.2. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou qu'à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un administrateur unique jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

11.3. Les administrateurs seront désignés lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période de six ans maximum et resteront en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

11.4. Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de cette personne morale.

11.5. Un administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée lors de l'assemblée générale des actionnaires.

11.6. En cas de vacance d'un ou plusieurs postes d'administrateur, pour cause de décès, retraite ou autre, les administrateurs restants pourront désigner dans les trente jours ouvrables suivants, un ou plusieurs successeurs pour palier ces postes vacants, lequel restera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires; ou convoquer une assemblée générale des actionnaires pour son remplacement immédiat.

11.7. Les membres du conseil d'administration ne seront pas rémunérés pour leurs services en tant qu'administrateur, sauf s'il en est décidé autrement par l'assemblée générale des actionnaires. La Société pourra rembourser aux administrateurs les dépenses raisonnables survenues lors de l'exécution de leur mandat, y compris les dépenses raisonnables de voyage et de logement survenus lors de la participation à des réunions du conseil d'administration.

Art. 12. Indemnisation. La Société peut indemniser tout administrateur ou directeur et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires pour des dépenses raisonnablement encourues par lui en rapport avec toute action, procès ou procédure à laquelle il sera impliqué en raison du fait qu'il a été ou qu'il est un administrateur ou directeur de la Société ou, à la requête de toute autre société de laquelle la Société est actionnaire ou créancière et de laquelle il n'est pas en droit d'être indemnisé, excepté en relation avec des affaires dans lesquelles il sera finalement jugé responsable de négligence grave ou de mauvaise gestion; en cas d'arrangement, l'indemnisation sera seulement réglée en relation avec les affaires couvertes par l'arrangement et pour lesquelles la Société obtient l'avis d'un conseiller que la personne qui doit être indemnisée n'a pas failli à ses devoirs de la manière visée ci-dessus. Le précédent droit d'indemnisation n'exclut pas d'autres droits auxquels il a droit.

Art. 13. Modalités procédurales. En cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration pourra choisir parmi ses membres, un président et un vice-président. Quelle que soit la composition du conseil d'administration, son Président pourra aussi choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales.

13.1. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans la convocation. La convocation contenant l'agenda doit être envoyée par lettre (courrier express ou courrier spécial), par fax, par télégramme, fax courrier électronique à chaque administrateur au moins 3 (trois) Jours Ouvrables avant la date prévue de la réunion, sauf dans des circonstances d'urgence, dont la nature devra figurer dans la convocation, il suffira que la convocation soit envoyée au moins 24 heures avant l'heure fixée pour la réunion, par télégramme, fax ou courrier électronique. Cette convocation peut être levée par le consentement donné par écrit, par fax, télégramme ou courrier électronique. Une convocation ne sera pas requise pour les réunions du conseil d'administration tenues à des dates, heures et places précédemment convenues par le conseil d'administration.

13.2. Chaque administrateur peut agir à toute réunion du conseil d'administration en nommant un autre Administrateur, par écrit, par fax, par télégramme ou par courrier électronique, comme son mandataire. L'utilisation d'équipement vidéo et de téléconférence est autorisée et les administrateurs utilisant ces technologies sont présumés être physiquement présents et autorisés à voter.

13.3. En cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité des administrateurs est présente à la réunion du conseil d'administration.

13.4. Les décisions seront prises à la majorité des voix exprimées des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

13.5. Les résolutions écrites signées par l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par tous les membres du conseil d'administration auront le même effet que celles valablement prises lors d'une réunion du conseil d'administration.

13.7. Dans la perspective des Statuts, «Jours Ouvrables» a pour signification tout jour calendrier (autre que samedi et dimanche) pendant lequel les banques sont ouvertes pour affaires à Luxembourg.

Art. 14. Procès-verbaux des conseils d'administration.

14.1. Les résolutions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux signés par deux administrateurs présents à la réunion.

14.2. Les résolutions prises par l'administrateur unique seront constatées par des procès-verbaux.

14.3. Les copies et extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par son administrateur unique ou en cas de pluralité d'administrateurs, par le Président ou par deux administrateurs.

Art. 15. Pouvoirs du conseil d'administration.

15.1. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale, tombent sous la compétence du conseil d'administration.

15.2. Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs de gestion journalière et les affaires courantes de la Société ainsi que les pouvoirs de représentation de la Société en relation avec ceux - ci à un des membres du conseil d'administration, qui sera nommé comme administrateur - délégué. Le conseil d'administration pourra en outre conférer des pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes, qui n'ont pas besoin d'être administrateur, afin de nommer et révoquer tous agents et employés et de fixer leurs rémunérations.

15.3. Une telle délégation à un membre du conseil d'administration impose à celui-ci l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués à cet administrateur - délégué.

Art. 16. Pouvoirs de représentation. La Société est engagée par la seule signature de l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux des administrateurs de la Société ou par la signature conjointe ou unique de toute personne à laquelle des pouvoirs de signature a été délégué par l'administrateur unique ou par le conseil d'administration.

Art. 17. Commissaires. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires, tel que prévu par la Loi et qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires formeront le conseil des commissaires. Les commissaires sont nommés par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période de maximum six ans.

Art. 18. Affectation des bénéfices.

18.1. Réserve Légale.

Du bénéfice net annuel de la Société, cinq pour cent (5%) seront alloués au compte de la réserve statutaire. Ces allocations cesseront d'être obligatoires dès que, et aussi longtemps que, cette réserve atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

18.2. Dividendes.

L'assemblée générale des actionnaires, sur recommandation du conseil d'administration, déterminera de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net et pourra déclarer de temps à autre des dividendes ordinaires sans jamais excéder les montants proposés par le conseil d'administration.

Des dividendes intermédiaires pourront être distribués, sous réserve des conditions prévues par la Loi.

Art. 19. Dissolution et Liquidation.

19.1. La Société pourra être dissoute à tout moment en vertu d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise dans les formes requises pour les modifications des Statuts.

19.2. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires, déterminant en outre leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 20. Loi applicable. Pour tous les points non réglés aux présents Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent à la Loi.

Art. 21. Assemblée générale annuelle.

21.1. L'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue au siège social de la Société, ou à tout autre endroit à Luxembourg stipulé dans la convocation, le deuxième jour du mois d'avril à 14.00 heures.

21.2. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvrable, l'assemblée générale annuelle sera tenue le Jour Ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra être tenue à l'étranger, si de l'opinion absolue et finale du conseil d'administration, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

21.3. D'autres assemblées des actionnaires, ordinaires ou extraordinaires, pourront être tenues en lieux et places tels que spécifié dans les avis de convocations.

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et prendra fin le 31 décembre 2013.

La première assemblée générale des actionnaires se tiendra en 2014.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, le capital social a été souscrit comme suit:

Souscripteur	Nombre d'Actions	Montant souscrit (en EUR)	% du capital social
La Nuova Asiago Immobiliare S.r.l., précité	31.000	31.000,00	100,00%
Total	31.000	31.000,00	100,00%

Les Actions ont été intégralement libérées par paiement en espèces, de sorte que la somme de 31.000,00 EUR (trente et un mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi que preuve en a été donnée au notaire soussigné par la production d'un certificat bancaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ont été dûment accomplies.

Evaluation des Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille trois cents euros (EUR 1.300).

Assemblée Générale Extraordinaire

Le comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, représentant la totalité du capital souscrit a immédiatement adopté les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à TROIS (3).

2. Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Giovanni Borletti, Industrialist, né à Milan (Italy), le 1^{er} octobre 1954, résident in Via S. Maurilio n. 23, Milano, Italy;

- Madame Sonja Bemtgen, licenciée en criminologie, née à Luxembourg (Luxembourg), le 4 janvier 1955, avec adresse professionnelle au 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

- Madame Virginie Derains, employée privée, née à Amnéville (France), le 11 janvier 1981, avec adresse professionnelle au 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

Sauf renouvellement, leur mandat viendra à expiration lors de la tenue de l'assemblée générale annuelle de 2018.

3. Est appelée aux fonctions de commissaire:

Picigiemme S.à r.l., ayant son siège social à 38 Haerebiërg, L-6868 Wecker, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 75.133.

Sauf renouvellement, son mandat viendra à expiration lors de la tenue de l'assemblée générale annuelle de 2018.

4. Le conseil d'administration est autorisé à conclure un accord d'obligations Convertibles d'un montant jusqu'à EUR 3.000.000,00 (trois millions d'euros) pour être converties en actions ordinaires.

5. Le siège social de la Société est fixé à L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que le mandataire de la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Lobo, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 21 mars 2013. REM/2013/497. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 12 avril 2013.

Référence de publication: 2013047685/539.

(130058565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

**Baumarkt Finance S.A., Société Anonyme de Titrisation,
(anc. Baumarkt Finance S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 171.530.

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of the month of March,
Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,
there appeared

Mr Rolf Marcus Barrie Brien, born on 11 August 1960 in Wiesbaden, Germany, residing in Parkstraße 7, 65189 Wiesbaden, Germany, represented by Me Julien De Mayer, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 18 March 2013 (such proxy to be registered together with the present deed), being the sole shareholder of Baumarkt Finance S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg (the "RCS") under number B 171.530, and incorporated by deed of Maître Henri Beck, notary residing in Echternach, on 18 September 2012 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2572 on 16 October 2012.

The articles of association of the Company have been amended for the last time on 5 November 2012 by deed of Me Leonie Grethen, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial number 84 on 14 January 2013.

The proxyholder declared and requested the notary to record as follows:

1. The sole shareholder of the Company holds all the twelve thousand five hundred (12,500) shares in issue in the Company so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

2. The items on which resolutions are to be passed are as follows:

(1) Increase of the issued share capital of the Company from twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500) to thirty one thousand Euro (€ 31,000) by the issue to the sole shareholder of the Company of eighteen thousand five hundred (18,500) new shares with a nominal value of one Euro (€ 1) each, for an aggregate subscription price of eighteen thousand five hundred Euro (€ 18,500), such amount to be allocated to the share capital account of the Company, consequential amendment of article 5 of the Company's articles of association as set forth in the amended and restated articles of association of the Company as attached to the proxy relating to the present extraordinary sole shareholder's decision;

(2) Conversion of the Company's legal form from a société à responsabilité limitée into a société anonyme; acknowledgement of the report of the approved statutory auditors prepared by BJ AUDIT S.à r.l., having its registered office at 59 rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg;

(3) Change of the name of the Company from "Baumarkt Finance S.à r.l." to "Baumarkt Finance S.A.";

(4) Change of the corporate object of the Company to be read as follows:

"The corporate objects of the Company are to enter into, perform and serve as a vehicle for, any securitisation transactions as permitted under the Securitisation Act 2004.

To that effect, the Company may, inter alia, acquire or assume, directly or through another entity or vehicle, the risks relating to the holding or ownership of claims, receivables and/or other goods or assets (including securities of any kind), either movable or immovable, tangible or intangible, and/or risks relating to liabilities or commitments of third parties or which are inherent to all or part of the activities undertaken by third parties, by issuing securities (valeurs mobilières) of any kind whose value or return is linked to these risks. The Company may assume or acquire these risks by acquiring, by any means, claims, structured deposits, receivables and/or other goods, structured products relating to commodities or assets, by guaranteeing the liabilities or commitments of third parties or by binding itself in any other way. The method that will be used to determine the value of the securitised assets will be set out in the relevant issue documentation.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004, proceed, so far as they relate to securitisation transactions, to (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued

by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings and exchangeable or convertible securities), structured products relating to commodities or assets (including debt or equity securities of any kind), receivables, claims or loans or other credit facilities (and the agreements or contracts relating thereto) as well as all other type of assets, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above) in accordance with the provisions of the relevant issue documentation.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004 and for as long as it is necessary to facilitate the performance of its corporate objects, borrow in any form and enter into any type of loan agreement. It may issue, by private or public, notes, bonds (including exchangeable or convertible securities and securities linked to an index or a basket of indices or shares), debentures, certificates, shares, warrants and any kind of debt or equity securities (including Genussscheine), including under one or more issue programmes. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, within the limits of the Securitisation Act 2004 and provided such lending or such borrowing relates to securitisation transactions, to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004, give guarantees and grant security over its assets in order to secure the obligations it has assumed for the securitisation of these assets or for the benefit of investors (including their trustee or representative, if any) and/or any issuing entity participating in a securitisation transaction of the Company. The Company may not pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets or transfer its assets for guarantee purposes, unless permitted by the Securitisation Act 2004.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The director/board of directors is entitled to create one or more compartments (representing the assets of the Company relating to an issue by the Company of securities) corresponding each to a separate part of the Company's estate. The Company may appoint one or more fiduciary representatives as described in articles 67 to 84 of the Securitisation Act 2004.

The descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate objects shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects to the largest extent permitted under the Securitisation Act 2004";

(5) Amendment and restatement of the articles of association of the Company in order to adapt them to the new form of the Company, provide for an advisory committee as well as to include the amendments to be approved pursuant to the items hereabove (form, name, issued share capital of the Company), substantially in the form attached to the proxy relating to the present extraordinary sole shareholder's decision, the proxyholder being expressly authorised and empowered to make and agree to such changes and amendments as deemed appropriate;

(6) Confirmation of the appointment of Mr Godfrey Abel, born on 2 July 1960 in Brixworth, United Kingdom, residing at 30, Rue de Crecy, L-1364 Luxembourg as director of the Company until the annual general meeting of the Company approving the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2013.

Thereafter the following resolutions have been passed:

First resolution

The sole shareholder of the Company resolved to increase the issued share capital of the Company from twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500) to thirty one thousand Euro (€ 31,000) by the issue of eighteen thousand five hundred (18,500) new shares with a nominal value of one Euro (€ 1) each, for an aggregate subscription price of eighteen thousand five hundred Euro (€ 18,500).

Thereupon, the eighteen thousand five hundred (18,500) new shares have been subscribed by the sole shareholder of the Company, here represented as aforementioned.

The total subscription price for the new shares has been fully paid up by the sole shareholder of the Company by contribution in cash of an amount of eighteen thousand five hundred Euro (€ 18,500).

The sole shareholder of the Company resolved that such amount of eighteen thousand five hundred Euro (€ 18,500) shall be allocated to the share capital account of the Company.

Evidence of the payment of the subscription price to the Company has been shown to the undersigned notary.

As a consequence, article 5 of the Company's articles of association shall be amended as set forth in the amended and restated articles of association of the Company under the fifth resolution of the present extraordinary sole shareholder's decision.

Second resolution

The sole shareholder of the Company resolved to convert the Company's form from a société à responsabilité limitée into a société anonyme.

The sole shareholder acknowledged the report of the approved statutory auditor prepared by BJ AUDIT S.à r.l., having its registered office at 59 rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg, réviseur d'entreprises agréé, in accordance with articles 31-1 and 26-1 (1) of law of 10th August 1915 on commercial companies (as amended) which conclusion reads as follows:

"Based on our review and as at the date of this report, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the net assets of the Company subject to the conversion does not correspond at least to the amount of the share capital of the Company after the conversion."

This report will remain annexed to the present deed signed *ne varietur* by the appearing party.

Third resolution

The sole shareholder of the Company resolved to change the name of the Company from "Baumarkt Finance S.à r.l." to "Baumarkt Finance S.A."

Fourth resolution

The sole shareholder of the Company resolved to change the corporate object of the Company as provided for in item (4) of the above agenda and in article 2 of the amended and restated articles of association of the Company as set forth under the fifth resolution of the present extraordinary decision of the sole shareholder.

Fifth resolution

The sole shareholder of the Company resolved to amend and restate the articles of association of the Company in order to adapt them to the new form of the Company and to include the amendments approved hereabove (form, name and issued share capital of the Company), as set forth below:

AMENDED AND RESTATED ARTICLES OF ASSOCIATION

Art. 1. Name. There exists a joint stock company (société anonyme) by the name of "Baumarkt Finance S.A." (the Company) qualifying as a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the Luxembourg act dated 22 March 2004 relating to securitisation, as amended (the Securitisation Act 2004).

Art. 2. Corporate object. The corporate objects of the Company are to enter into, perform and serve as a vehicle for, any securitisation transactions as permitted under the Securitisation Act 2004.

To that effect, the Company may, *inter alia*, acquire or assume, directly or through another entity or vehicle, the risks relating to the holding or ownership of claims, receivables and/or other goods or assets (including securities of any kind), either movable or immovable, tangible or intangible, and/or risks relating to liabilities or commitments of third parties or which are inherent to all or part of the activities undertaken by third parties, by issuing securities (valeurs mobilières) of any kind whose value or return is linked to these risks. The Company may assume or acquire these risks by acquiring, by any means, claims, structured deposits, receivables and/or other goods, structured products relating to commodities or assets, by guaranteeing the liabilities or commitments of third parties or by binding itself in any other way. The method that will be used to determine the value of the securitised assets will be set out in the relevant issue documentation.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004, proceed, so far as they relate to securitisation transactions, to (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings and exchangeable or convertible securities), structured products relating to commodities or assets (including debt or equity securities of any kind), receivables, claims or loans or other credit facilities (and the agreements or contracts relating thereto) as well as all other type of assets, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above) in accordance with the provisions of the relevant issue documentation.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004 and for as long as it is necessary to facilitate the performance of its corporate objects, borrow in any form and enter into any type of loan agreement. It may issue, by private or public, notes, bonds (including exchangeable or convertible securities and securities linked to an index or a basket of indices or shares), debentures, certificates, shares, warrants and any kind of debt or equity securities (including Genussscheine), including under one or more issue programmes. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, within the limits of the Securitisation Act 2004 and provided such lending or such borrowing relates to securitisation transactions, to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company.

The Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004, give guarantees and grant security over its assets in order to secure the obligations it has assumed for the securitisation of these assets or for the benefit of investors (including their trustee or representative, if any) and/or any issuing entity participating in a securitisation transaction of the Company. The Company may not pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets or transfer its assets for guarantee purposes, unless permitted by the Securitisation Act 2004.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The director/board of directors is entitled to create one or more compartments (representing the assets of the Company relating to an issue by the Company of securities) corresponding each to a separate part of the Company's estate. The Company may appoint one or more fiduciary representatives as described in articles 67 to 84 of the Securitisation Act 2004.

The descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate objects shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects to the largest extent permitted under the Securitisation Act 2004.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg-Findel.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the director/board of directors of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's share capital is set at thirty one thousand Euro (€31,000), represented by thirty one thousand (31,000) shares each with a nominal value of one Euro (€ 1) each.

Shares will be in registered form only.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares. Certificates stating such inscription shall be delivered to the shareholder upon request. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be amended at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in the manner required for the amendment of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence subject to Article 24 of the present articles of association.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. Any transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney, or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

The transfer of shares mortis causa shall be validly established vis-à-vis the Company provided that no objection is lodged, on the production of (i) a death certificate, (ii) the certificate of registration (certificat d'inscription) and (iii) an affidavit (acte de notoriété) attested by the local judge (juge de paix) or a notary.

The Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) shall apply to any transfers of shares.

Art. 10. Death, Suspension of civil rights, Insolvency or Bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

Art. 11. Board of directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) directors who do not need to be shareholders of the Company. For so long as the Company has a sole shareholder or where the Companies Act so allows, the Company may be managed by a sole director in which case all references herein to the board of directors of the Company shall be deemed to be references to the sole director. The director(s) shall be elected for a term not exceeding six (6) years and shall be re-eligible and shall hold office until their successors are elected.

The director(s) are appointed, revoked and replaced by the general shareholder meeting, by a decision adopted by shareholders owning more than half of the share capital. In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

Art. 12. Procedures of meetings of the board. The board of directors shall meet upon call by the chairman or two directors at the place indicated in the notice of meeting.

All board meetings shall be held in Luxembourg.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

In case of plurality of directors, written notices of any meeting of the board of directors will be given to all directors, in writing or by cable, telegram, telefax or email, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived if all the directors are present or represented and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or e-mail another director as his proxy.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company (other than that arising by virtue of serving as a director, officer or employee in the other contracting party), such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the directors taking part in the meeting to be identified and to deliberate. A meeting may also be held by conference call only. The participation by a director in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by telegram, facsimile or any other similar means of communications. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 13. Minutes of the meetings of the board. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting and one other director.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two directors.

Art. 14. Powers of the board. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to any member or members of the board who may constitute committees deliberating under such terms as the board shall determine. It may also confer all specific tasks to one or several ad hoc agents, who need not be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

In dealing with third parties, the director(s) shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this Article 14 shall have been complied with.

Art. 15. Advisory committee. So long as the Company has bonds, notes or other debt securities of any type in issue, the board of directors may establish an advisory committee of at least three members (who need not be directors) to be appointed by the general meeting of shareholders to assist and advise the board of directors with respect to the Company's investments. The board of directors shall determine the powers and authorities as well as the procedures and such other rules as may be applicable thereto.

Art. 16. Binding signatures. The Company shall be bound by the sole signature of its single director, and, in case of plurality of directors, by the joint signature of any two (2) members of the board of directors or by the joint or single signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the board of directors.

Art. 17. Director and Officer. Indemnification Subject to the exceptions and limitations listed below:

(i) Every person who is, or has been, a director or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved in as a party or otherwise by virtue of him being or having been a director or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

(ii) The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any director or officer against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office or in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of directors. No indemnification will be provided in defending proceedings (criminal) in which that director or officer is convicted of an offence.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 18. Meetings of shareholders - General. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax, telegram, or provided the genuineness thereof is established, electronic transmission.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

Any shareholder may participate in any meeting of shareholders by video conference or by way of similar means of communications allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders. If all the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 19. Annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the first Monday of June of each year at 10.00 a.m. Luxembourg time.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 20. Financial year. The Company's financial year starts on the 1st January and ends on 31st December of each year.

Art. 21. Statutory auditor(s). The operations of the Company shall be supervised by one or more approved statutory auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The approved statutory auditor(s) shall be appointed by the director/board of directors in accordance with the Securitisation Act 2004. The director/board of directors will determine their number, their remuneration and the term of their office.

Art. 22. Appropriation of profits, Reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s). The director, or in case of plurality of directors, the board of directors may decide to pay interim dividends upon approval by the approved statutory auditor.

Subject to the above, all distributable profits of the Company must be paid in the form of dividends to the holders of the shares at a time to be determined at its discretion by the competent body of the Company.

Art. 23. Liquidation. At the time of winding up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders.

Each compartment of the Company may be liquidated separately without such liquidation resulting in the liquidation of another compartment.

Art. 24. Segregation of assets. If as of any payment date of the assets relating to a compartment (including a hedging agreement entered into by the Company in connection with a compartment) the total amount of monies received under the assets of that compartment exceeds the payments to be made by the Company under the same compartment, the director/board of directors may use the excess amount to pay off the claims of those creditors of the Company whose claims cannot be allocated to a particular compartment.

The assets allocated to a compartment are exclusively available to (1) the investors in that compartment (the Investors), (2) the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment and who are provided for in the priority of payments provisions of the relevant issue documentation (the Transaction Creditors), (3) the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment and who are not provided for in the priority of payments provisions of the relevant issue documentation (the Compartment-Specific Claims Creditors and, together with the Transaction Creditors, the Creditors) and (4), subject to the provisions of the next following paragraph, the creditors whose claims have not arisen in connection with the creation, operation or liquidation of a compartment and who have not waived their recourse to the assets of any compartment of the Company (the Non Compartment-Specific Claims Creditors).

The rights of the Non Compartment-Specific Claims Creditors shall be allocated by the Company, on a half year basis in arrears, to all the compartments in proportion to the invested amounts (notional amounts) in the different compartments at the end of such half year period and pro rata temporis for the compartments created within such half year, where the relevant issue documentation expressly authorises the Non Compartment-Specific Claims Creditors to have recourse against the assets allocated to such compartments. Such rights of Non Compartment-Specific Claims Creditors against a compartment are hereinafter referred to as the Pro Rata Rights.

The Investors and the Creditors acknowledge and accept that once all the assets allocated to the compartment under which they have invested or in respect of which their claims have arisen, have been realised, they are not entitled to take any further steps against the Company to recover any further sums due and the right to receive any such sum shall be extinguished. Each Non Compartment-Specific Claims Creditor acknowledges and accepts that once all the assets allocated to a compartment in respect of which it has Pro Rata Rights, have been realised, it is not entitled to take any further steps against the Company to recover such Pro Rata Rights and the right to receive any sum in respect of the Pro Rata Rights shall be extinguished.

The Compartment-Specific Claims Creditors and the Non Compartment-Specific Claims Creditors expressly accept, and shall be deemed to have accepted by entering into contractual obligations with the Company, that priority of payment and waterfall provisions will be included in the relevant issue documentations and they expressly accept, and shall be deemed to have accepted the consequences of such priority of payments and waterfall provisions.

The rights of the shareholders of the Company are limited to the assets of the Company which are not allocated to a compartment.

Art. 25. Prohibition to petition for bankruptcy of the Company or to seize the assets of the Company. In accordance with article 64 of the Securitisation Act 2004, any Investor in, and any Creditor and shareholder of, the Company and any person which has entered into a contractual relationship with the Company (the Contracting Party) agrees, unless expressly otherwise agreed upon in writing between the Company and the Investor, the Creditor or the Contracting Party, not to (1) petition for bankruptcy of the Company or request the opening of any other collective or reorganisation proceedings against the Company or (2) seize any assets of the Company, irrespective of whether the assets in question belong to (i) the compartment in respect of which the Investor has invested or in respect of which the Creditor or the Contracting Party have contractual rights against the Company, (ii) any other compartment or (iii) the assets of the Company which have not been allocated to a compartment (if any).

Art. 26. Subordination. Any claims which the shareholders of the Company may have against the Company (in such capacity) are subordinated to the claims which any creditors of the Company (including the Creditors) or any investors in the Company (including the Investors) may have.

The Investors accept and acknowledge that their rights under a compartment may be subordinated to the rights of other Investors under, and/or Creditors of, the same compartment.

Art. 27. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act and the Securitisation Act 2004 for all matters for which no specific provision is made in these articles of association."

Sixth resolution

The sole shareholder of the Company resolved to confirm the appointment of (i) Mr Godfrey Abel, born on 2 July 1960 in Brixworth, United Kingdom, residing at 30, Rue de Crecy, L-1364 Luxembourg as director of the Company until the annual general meeting of the Company approving the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2013.

There being no further items on the agenda, the meeting was thereupon closed.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or changes in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at € 3,000.-

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that of the request of the party hereto, these minutes are drafted in English followed by a German translation. At the request of the same appearing person in case of divergences between the English and German version, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day beforementioned

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Text

Im Jahr zweitausenddreizehn, am neunzehnten Tag des Monats März.

Vor uns, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum von Luxemburg,

Ist erschienen

Herr Rolf Marcus Barrie Brien, geboren am 11. August 1960 in Wiesbaden, Deutschland, wohnhaft in Parkstraße 7, 65189 Wiesbaden, Deutschland, vertreten durch Me Julien De Mayer, maître en droit, wohnhaft in Luxemburg, auf Grund der ihm erteilten Vollmacht vom 18 März 2013 (diese Vollmacht wird zu der vorliegenden Urkunde beigefügt) und der alleinige Gesellschafter von Baumarkt Finance S.à r.l. (die „Gesellschaft“), eine société à responsabilité limitée mit Gesellschaftssitz in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxemburg-Findel, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer RCS B 171.530, und gegründet durch Urkunde vom Maître Henri Beck, Notar mit Amtssitz in Echternach, am 18. September 2012, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial“) Nummer 2572 vom 16. Oktober 2012.

Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt durch Urkunde vom Maître Léonie Grethen, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, am 5. November 2012 abgeändert, veröffentlicht im Mémorial Nummer 84 vom 14. Januar 2013.

Der Bevollmächtigte erklärt und ersucht den Notar folgendes zu beurkunden:

1. Der alleinige Gesellschafter hält alle zwölftausendfünfhundert (12.500) Gesellschaftsanteile die von der Gesellschaft ausgegeben sind, so dass Entscheidungen bezüglich aller Punkte auf der Tagesordnung gültig getroffen werden können.

2. Die Punkte, über die beschlossen werden sollen, sind folgende:

(1) Erhöhung des ausgegebenes Gesellschaftskapitals von zwölftausendfünfhundert Euro (€ 12.500) auf einunddreißig tausend Euro (€ 31.000) durch Ausgabe an den alleinigen Gesellschafter der Gesellschaft von achtzehntausendfünfhundert (18.500) neuen Gesellschaftsanteilen mit einem Nominalwert von je einem Euro (€ 1), für einen Gesamtzeichnungspreis von achtzehntausendfünfhundert Euro (€ 18.500), der dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeordnet wird, entsprechende Änderung von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft wie in der abgeänderten und neugefassten Satzung der Gesellschaft, die der Vollmacht zur der vorliegenden außerordentlichen Entscheidung des alleinigen Gesellschafters beigefügt ist, dargelegt.

(2) Umwandlung der Rechtsform der Gesellschaft von einer société à responsabilité limitée in eine société anonyme; Kenntnisnahme des vom zugelassenen Rechnungsprüfer BJ Audit S.à r.l., mit Gesellschaftssitz in 59, rue des Aubépines, L-1145 Luxemburg, vorbereiteten Berichts;

(3) Änderung des Namens der Gesellschaft von gegenwärtig „Baumarkt Finance S.à r.l.“ in "Baumarkt Finance S.A.";

(4) Abänderung des Geschäftszweckes der Gesellschaft wie folgt:

Zweck der Gesellschaft ist es, ein oder mehrere Verbriefungsgeschäfte im Rahmen des Verbriefungsgesetzes einzugehen oder als Verbriefungsvehikel solche Geschäfte zu tätigen.

In diesem Zusammenhang kann die Gesellschaft, unter anderem, unmittelbar oder durch eine zwischengeschaltete juristische Person oder Vehikel, Risiken bezüglich der Beteiligung oder dem Eigentum an Forderungen, Außenständen und / oder an anderen Vermögenswerten oder Wirtschaftsgütern (einschließlich Wertpapieren aller Art), ob beweglich oder unbeweglich, materiell oder immateriell, sowie Risiken, die aus, von Dritten eingegangenen, Verpflichtungen oder Verbindlichkeiten, oder sich auf alle oder Teile der Tätigkeiten von Dritten beziehen, erwerben oder eingehen in dem

die Gesellschaft Wertpapiere jeglicher Art, dessen Wert oder Ertrag an diese Risiken gebunden ist, begibt. Die Gesellschaft kann diese Risiken eingehen oder erwerben durch jegliche Art von Aneignung von Forderungen, strukturierter Anlagen, Außenständen und / oder anderer Wirtschaftsgüter, strukturierter Produkte basierend auf Rohstoffen oder Vermögenswerten, durch die Absicherung von Verbindlichkeiten oder Verpflichtungen Dritter oder durch jegliche weitere Art von eigenen Verpflichtung. Die Methode zur Beurteilung des Wertes der verbrieften Vermögenswerte wird in der relevanten Emissionsdokumentation dargelegt.

Die Gesellschaft kann, sofern dies mit dem Verbriefungsgesetz vereinbar ist und dies mit Verbriefungsgeschäften zusammenhängt (i) mittel-oder unmittelbar, Beteiligungen, Rechte und Anteile sowie Schuldverschreibungen von luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften erwerben, halten und veräußern, (ii) Beteiligungen, Anleihen, Pfandbriefe, Schuldverschreibungen und andere Wertpapiere oder Finanzinstrumente aller Art (einschließlich Schuldverschreibungen, Anteile, Einheiten welche durch luxemburgische oder ausländische Anlagefonds oder ähnliche Unternehmen begeben wurden und wechselbare oder wandelbare Wertpapiere), strukturierte Produkte basierend auf Rohstoffen oder Vermögenswerten (einschließlich auf Schulden oder Kapital basierender Wertpapiere jeglicher Art), Außenstände, Forderungen oder Darlehen oder andere kreditbasierte Verträge (und diesbezügliche Vereinbarungen oder Verträge) sowie jede andere Art von Gütern in diesem Zusammenhang durch Kauf, Zeichnung oder jeglicher anderer Art erwerben sowie auch durch Veräußerung, Tausch und jeglicher anderen Art übertragen und (iii) das Eigentum, die Verwaltung, die Entwicklung und das Management eines Portfolios solcher Vermögenswerte (einschließlich, unter anderen, der in (i) und (ii) aufgeführten Güter), unter Beachtung der relevanten Emissionsdokumentation, übernehmen.

Die Gesellschaft darf, sofern dies mit dem Verbriefungsgesetz vereinbar und der Erreichung ihres Gesellschaftszwecks zuträglich ist, sich Finanzmittel und Kredite jeder Art beschaffen und Darlehensverträge abschließen. Die Gesellschaft kann öffentlich oder privat Anleihen, Schuldverschreibungen (einschließlich wechselbarer oder wandelbarer Wertpapiere und Wertpapieren welche auf einem oder einer Gruppe von Indizes oder Aktien basieren), Pfandbriefe, Zertifikate, Aktien, Optionsscheine und jegliche Art von auf Schulden oder Kapital basierenden Wertpapieren (einschließlich Genussscheine), sowohl unter einem als auch unter mehreren Programmen, begeben. Die Gesellschaft kann ebenso Kredite an ihre Tochtergesellschaften, Schwestergesellschaften und an andere Gesellschaften vergeben, dies auch dann, wenn sie entsprechende Mittel durch einen Kredit oder die Ausgabe von Wertpapieren bezieht, soweit dies im Rahmen des Verbriefungsgesetzes zulässig ist und die Darlehensvergabe und Kreditaufnahme in Zusammenhang mit Verbriefungsgeschäften stehen.

Die Gesellschaft darf, sofern dies mit dem Verbriefungsgesetz vereinbar ist, Garantien und Sicherheiten über ihre Aktiva gewähren um ihre Verpflichtungen aus der Verbriefung dieser Vermögenswerte, die Investoren (einschließlich ihrer Treuhänder und Vertreter, sofern vorhanden) und / oder jegliche an einer Verbriefungstransaktion teilnehmende emittierende juristische Person besichern. Sie darf nicht ihre Aktiva ganz oder teilweise verpfänden, abtreten, belasten oder auf jede andere Art belasten oder ihre Aktiva zu Garantie Zwecken übereignen, außer dies wäre gemäß dem Verbriefungsgesetz zulässig.

Die Gesellschaft darf grundsätzlich alle Investmenttechniken und Investmentinstrumente zum Zwecke der wirtschaftlichen und effizienten Verwaltung ihrer Investitionen verwenden, einschließlich aber nicht ausschließlich solcher Techniken und Instrumente, die der Absicherung gegen Kreditrisiken, Wechselkursrisiken von Devisen, Zinssatzrisiken sowie sonstiger Risiken dienen.

Der Geschäftsführer bzw. der Geschäftsführerrat ist berechtigt ein oder mehrere Teilvermögen zu errichten (diese entsprechen dem Vermögen der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe, durch die Gesellschaft von Wertpapieren). Jedes Teilvermögen entspricht einem unterschiedlichen Bestandteil des Gesellschaftsvermögens. Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Treuhändervertreter gemäß Artikel 67 bis 87 des Verbriefungsgesetzes bestellen.

Die vorangegangenen Schilderungen verstehen sich in ihrem weitesten Sinn und es soll sich hierbei nicht um eine abschließende Aufzählung handeln. Der Gesellschaftszweck soll ebenfalls jede Transaktion oder Vereinbarung umfassen welche von der Gesellschaft eingegangen wird, sofern diese nicht den vorhergehend aufgezählten Zwecken widerspricht.

Die Gesellschaft nimmt, im Allgemeinen, sämtliche Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen und führt jegliche Operation oder Transaktion, welche sie für die Erfüllung und Entwicklung des Gesellschaftszwecks als notwendig oder zuträglich erachtet, im weitesten, unter dem Verbriefungsgesetz zulässigen Ausmaß aus.

(5) Abänderung und vollständige Erneuerung/Überholung (restatement) der Satzung der Gesellschaft um sie der neuen Gesellschaftsform anzupassen, einen Beirat vorzusehen, und um die oben genannten zu genehmigenden Abänderungen (Gesellschaftsform, Name und Gesellschaftskapital) aufzunehmen, ihm Wesentlichem in der Form die der angehängten Vollmacht bezüglich der vorliegenden außerordentlichen Entscheidung des Alleingesellschafters angehängt ist; der Bevollmächtigte ist ausdrücklich autorisiert und ermächtigt, etwaige angemessene Änderungen und Abänderungen vorzunehmen und zu bewilligen;

(6) Bestätigung der Ernennung von Herrn Godfrey Abel, geboren am 2. Juli 1960 in Brixworth (Großbritannien), wohnhaft in 30, Rue de Crecy, L-1364 Luxemburg, als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft bis zur der jährlichen Hauptversammlung der Gesellschaft, die den Jahresabschluss für das am 31. Dezember 2013 endende Geschäftsjahr verabschiedet.

Nach Beratung fasst die Generalversammlung die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft beschloss, das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft zu erhöhen von zwölftausendfünfhundert Euro (€ 12.500) auf einunddreißigtausend Euro (€ 31.000) durch Ausgabe von achtzehntausendfünfhundert (18.500) neuen Gesellschaftsanteilen mit einem Nominalwert von je einem Euro (€ 1), für einen Gesamtzeichnungspreis von achtzehntausendfünfhundert Euro (€ 18.500).

Daraufhin wurden die achtzehntausendfünfhundert (18.500) neuen Gesellschaftsanteile vom alleinigen Gesellschafter der Gesellschaft hier vertreten wie vorerwähnt gezeichnet.

Der Gesamtzeichnungspreis für die neuen Gesellschaftsanteile wurde vom alleinigen Gesellschafter der Gesellschaft voll eingezahlt durch Bareinlage im Gesamtbetrag von achtzehntausendfünfhundert Euro (€ 18.500).

Der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft beschloss, dass dieser Gesamtbetrag von achtzehntausendfünfhundert Euro (€ 18.500) dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeteilt wird.

Nachweis über die Bezahlung des Gesamtzeichnungspreises der Gesellschaft wurde dem unterschriebenen Notar gezeigt.

Als Konsequenz des Vorgenannten wird Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft abgeändert entsprechend der abgeänderten und neugefassten Satzung der Gesellschaft, dargelegt im Rahmen des fünften Beschlusses der vorliegenden außerordentlichen Entscheidung des alleinigen Gesellschafters.

Zweiter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft beschloss die Gesellschaftsform umzuwandeln von einer société à responsabilité limitée in eine société anonyme.

Der alleinige Gesellschafter nimmt den Bericht zur Kenntnis, der vom zugelassenen Rechnungsprüfer BJ Audit S.à r.l., mit Gesellschaftssitz in 59, rue des Aubépines, L-1145 Luxemburg, réviseur d'entreprises agréé, gemäß Artikel 31-1 und 26-1 (1) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (in der geltenden Fassung), vorbereitet wurde, und dessen Schlussfolgerung wie folgt lautet:

„Based on our review and as at the date of this report, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the net assets of the Company subject to the conversion does not correspond at least to the amount of the share capital of the Company after the conversion.“

Dieser Bericht wird zu dieser Urkunde ne varietur von der erscheinenden Partei beigelegt.

Dritter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft beschloss den Namen der Gesellschaft von gegenwärtig „Baumarkt Finance S.à r.l.“ in "Baumarkt Finance S.A." umzuändern.

Vierter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft beschloss den Gesellschaftszweck der Gesellschaft wie im Punkt (4) der Tagesordnung und im Artikel 2 der abgeänderten und neugefassten Satzung der Gesellschaft im Rahmen des fünften Beschlusses der vorliegenden außerordentlichen Entscheidung des alleinigen Gesellschafters dargelegt zu ändern.

Fünfter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft beschloss die Satzung der Gesellschaft abzuändern und wie folgt vollständig neuzufassen, um sie der neuen Gesellschaftsform anzupassen und um die oben genehmigten Abänderungen (Gesellschaftsform, Name und Gesellschaftskapital) aufzunehmen:

„**Art. 1. Name.** Es besteht hiermit eine Aktiengesellschaft (société anonyme) unter der Bezeichnung „Baumarkt Finance S.A.“, (die Gesellschaft), welche die Form einer Verbriefungsgesellschaft (société de titrisation) im Sinne des abgeänderten Verbriefungsgesetzes vom 22. März 2004 (das Verbriefungsgesetz) annimmt und dessen Regelungen und Bestimmungen unterliegt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist es, ein oder mehrere Verbriefungsgeschäfte im Rahmen des Verbriefungsgesetzes einzugehen oder als Verbriefungsvehikel solche Geschäfte zu tätigen.

In diesem Zusammenhang kann die Gesellschaft, unter anderem, unmittelbar oder durch eine zwischengeschaltete juristische Person oder Vehikel, Risiken bezüglich der Beteiligung oder dem Eigentum an Forderungen, Außenständen und / oder an anderen Vermögenswerten oder Wirtschaftsgütern (einschließlich Wertpapieren aller Art), ob beweglich oder unbeweglich, materiell oder immateriell, sowie Risiken, die aus, von Dritten eingegangenen, Verpflichtungen oder Verbindlichkeiten, oder sich auf alle oder Teile der Tätigkeiten von Dritten beziehen, erwerben oder eingehen in dem die Gesellschaft Wertpapiere jeglicher Art, dessen Wert oder Ertrag an diese Risiken gebunden ist, begibt. Die Gesellschaft kann diese Risiken eingehen oder erwerben durch jegliche Art von Aneignung von Forderungen, strukturierter Anlagen, Außenständen und / oder anderer Wirtschaftsgüter, strukturierter Produkte basierend auf Rohstoffen oder Vermögenswerten, durch die Absicherung von Verbindlichkeiten oder Verpflichtungen Dritter oder durch jegliche weitere Art von eigenen Verpflichtung. Die Methode zur Beurteilung des Wertes der verbrieften Vermögenswerte wird in der relevanten Emissionsdokumentation dargelegt.

Die Gesellschaft kann, sofern dies mit dem Verbriefungsgesetz vereinbar ist und dies mit Verbriefungsgeschäften zusammenhängt (i) mittel-oder unmittelbar, Beteiligungen, Rechte und Anteile sowie Schuldverschreibungen von luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften erwerben, halten und veräußern, (ii) Beteiligungen, Anleihen, Pfandbriefe, Schuldverschreibungen und andere Wertpapiere oder Finanzinstrumente aller Art (einschließlich Schuldverschreibungen, Anteile, Einheiten welche durch luxemburgische oder ausländische Anlagefonds oder ähnliche Unternehmen begeben wurden und wechselbare oder wandelbare Wertpapiere), strukturierte Produkte basierend auf Rohstoffen oder Vermögenswerten (einschließlich auf Schulden oder Kapital basierender Wertpapiere jeglicher Art), Außenstände, Forderungen oder Darlehen oder andere kreditbasierte Verträge (und diesbezügliche Vereinbarungen oder Verträge) sowie jede andere Art von Gütern in diesem Zusammenhang durch Kauf, Zeichnung oder jeglicher anderer Art erwerben sowie auch durch Veräußerung, Tausch und jeglicher anderen Art übertragen und (iii) das Eigentum, die Verwaltung, die Entwicklung und das Management eines Portfolios solcher Vermögenswerte (einschließlich, unter anderen, der in (i) und (ii) aufgeführten Güter), unter Beachtung der relevanten Emissionsdokumentation, übernehmen.

Die Gesellschaft darf, sofern dies mit dem Verbriefungsgesetz vereinbar und der Erreichung ihres Gesellschaftszwecks zuträglich ist, sich Finanzmittel und Kredite jeder Art beschaffen und Darlehensverträge abschließen. Die Gesellschaft kann öffentlich oder privat Anleihen, Schuldverschreibungen (einschließlich wechselbarer oder wandelbarer Wertpapiere und Wertpapieren welche auf einem oder einer Gruppe von Indizes oder Aktien basieren), Pfandbriefe, Zertifikate, Aktien, Optionscheine und jegliche Art von auf Schulden oder Kapital basierenden Wertpapieren (einschließlich Genussscheine), sowohl unter einem als auch unter mehreren Programmen, begeben. Die Gesellschaft kann ebenso Kredite an ihre Tochtergesellschaften, Schwestergesellschaften und an andere Gesellschaften vergeben, dies auch dann, wenn sie entsprechende Mittel durch einen Kredit oder die Ausgabe von Wertpapieren bezieht, soweit dies im Rahmen des Verbriefungsgesetzes zulässig ist und die Darlehensvergabe und Kreditaufnahme in Zusammenhang mit Verbriefungsgeschäften stehen.

Die Gesellschaft darf, sofern dies mit dem Verbriefungsgesetz vereinbar ist, Garantien und Sicherheiten über ihre Aktiva gewähren um ihre Verpflichtungen aus der Verbriefung dieser Vermögenswerte, die Investoren (einschließlich ihrer Treuhänder und Vertreter, sofern vorhanden) und / oder jegliche an einer Verbriefungstransaktion teilnehmende emittierende juristische Person besichern. Sie darf nicht ihre Aktiva ganz oder teilweise verpfänden, abtreten, belasten oder auf jede andere Art belasten oder ihre Aktiva zu Garantie Zwecken übereignen, außer dies wäre gemäß dem Verbriefungsgesetz zulässig.

Die Gesellschaft darf grundsätzlich alle Investmenttechniken und Investmentinstrumente zum Zwecke der wirtschaftlichen und effizienten Verwaltung ihrer Investitionen verwenden, einschließlich aber nicht ausschließlich solcher Techniken und Instrumente, die der Absicherung gegen Kreditrisiken, Wechselkursrisiken von Devisen, Zinssatzrisiken sowie sonstiger Risiken dienen.

Der Geschäftsführer bzw. der Geschäftsführerrat ist berechtigt ein oder mehrere Teilvermögen zu errichten (diese entsprechen dem Vermögen der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe, durch die Gesellschaft von Wertpapieren). Jedes Teilvermögen entspricht einem unterschiedlichen Bestandteil des Gesellschaftsvermögens. Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Treuhändervertreter gemäß Artikel 67 bis 87 des Verbriefungsgesetzes bestellen.

Die vorangegangenen Schilderungen verstehen sich in ihrem weitesten Sinn und es soll sich hierbei nicht um eine abschließende Aufzählung handeln. Der Gesellschaftszweck soll ebenfalls jede Transaktion oder Vereinbarung umfassen welche von der Gesellschaft eingegangen wird, sofern diese nicht den vorhergehend aufgezählten Zwecken widerspricht.

Die Gesellschaft nimmt, im Allgemeinen, sämtliche Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen und führt jegliche Operation oder Transaktion, welche sie für die Erfüllung und Entwicklung des Gesellschaftszwecks als notwendig oder zuträglich erachtet, im weitesten, unter dem Verbriefungsgesetz zulässigen Ausmaß aus.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Findel.

Durch einfachen Beschluss der Gesellschafterversammlung kann der Sitz an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Er kann innerhalb der Gemeinde durch einfachen Beschluss des alleinigen Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrats (je nachdem) verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Büros und Zweigniederlassungen im In- und Ausland errichten und unterhalten.

Art. 5. Kapital der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000), eingeteilt in einunddreißigtausend (31.000) Aktien mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1) pro Aktie.

Die Aktien werden als Namenaktien ausgegeben.

Die Gesellschaft betrachtet den Namen des Anteilhabers im Verzeichnis der Anteilhaber als Nachweis für sein Eigentum an diesen Namensaktien. Auf Anfrage des Aktionärs kann ein förmlicher Anteilschein ausgegeben werden. Die Gesellschaft kann innerhalb der gesetzlichen Grenzen ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

Art. 6. Änderungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit gemäß den Bestimmungen hinsichtlich der Satzungsänderung durch einen Beschluss des Alleinigen Aktionärs oder der Gesellschafterversammlung geändert werden.

Art. 7. Gewinnbeteiligung. Jeder Aktie berechtigt zu einem Anteil des Gesellschaftsvermögens und der Gewinne im Verhältnis zu der Gesamtzahl der ausgegebenen unter Vorbehalt der Bestimmungen des Artikels 24 dieser Satzung.

Art. 8. Unteilbarkeit der Aktien. Gegenüber der Gesellschaft sind einzelne Aktien unteilbar; pro Aktie erkennt die Gesellschaft nur einen Inhaber an. Mitinhaber müssen gegenüber der Gesellschaft eine einzige Person als ihren Vertreter benennen.

Art. 9. Übertragung von Gesellschaftsaktien. Die Übertragung von Aktien kann durch schriftliche Erklärung der Übertragung bewirkt werden, die in das Aktionärsregister der Gesellschaft eingetragen wird; eine solche Übertragungserklärung wird unterzeichnet vom Zessionar und dem Zedenten oder von Personen, die eine angemessene Anwaltsvollmacht besitzen oder in Übereinstimmung mit den Vorschriften hinsichtlich der Übertragung von Forderungen gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuches (Code Civil).

Die Gesellschaft kann als Beweis der Übertragung auch andere Übertragungsurkunden akzeptieren, die die Einigung des Zessionars und des Zedenten in für die Gesellschaft ausreichender Weise beweisen.

Die Übertragung von Aktien mortis causa gilt gegenüber der Gesellschaft vorausgesetzt, dass es keine Einwände vorgebracht werden bei Vorlage (i) einer Sterbeurkunde, (ii) einer Bescheinigung der Einschreibung (certificat d'inscription) und (iii) einer eidesstattliche Versicherung (acte de notoriété) bescheinigt durch das zuständige Gericht (juge de paix) oder einen Notar.

Das Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geltenden Fassung (das "Gesellschaftsgesetz") ist auf alle Übertragungen von Aktien anwendbar.

Art. 10. Der Tod, die Suspendierung von Bürgerrechten, Insolvenz- oder Konkursverfahren der Aktionäre

Der Tod, die Suspendierung von Bürgerrechten, Insolvenz- oder Konkursverfahren des einzigen Aktionärs oder eines der Aktionäre verursacht nicht das Ende der Gesellschaft.

Art. 11. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird vom Verwaltungsrat geführt, der aus nicht weniger als drei (3) Mitgliedern besteht, die nicht unbedingt Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Solange die Gesellschaft einen einzigen Aktionär hat oder soweit es die Satzung der Gesellschaft erlaubt ist, kann die Gesellschaft von einem alleinigen Verwaltungsratsmitglied verwaltet werden. In diesem Fall gelten alle sich auf ein Verwaltungsrat der Gesellschaft beziehenden Referenzen als Referenzen zum alleinigen Verwaltungsratsmitglied. Die Verwaltungsratsmitglieder werden bestellt für eine Dauer, bestellt die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf, und sind wieder wählbar und bleiben im Amt bis ihre Nachfolger gewählt werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung der Aktionäre mit einfacher Kapitalmehrheit bestellt und abberufen. Im Falle des Ausfalls eines Verwaltungsratsmitgliedes aufgrund von Tod, Rücktritt oder anderweitig, können die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder durch Mehrheitswahl ein Verwaltungsratsmitglied wählen, welches die entsprechende freie Stelle bis zur nächsten Hauptversammlung ausfüllt.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden auswählen. Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär wählen, welcher kein Verwaltungsratsmitglied sein muss, der verantwortlich ist für das protokollieren der Verwaltungsratssitzungen und der Aktionärssitzungen.

Art. 12. Vorgehen der Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat trifft sich auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einberufungsmittelteilungs angegebenen Ort. Alle Versammlungen des Verwaltungsrats sollen in Luxemburg abgehalten werden.

Der Vorsitzende soll alle Versammlungen der Aktionäre und der Verwaltungsratsmitglieder leiten, in seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder der Verwaltungsrat einen anderen Vorsitzenden pro tempore ernennen durch eine Mehrheitsentscheidung bei dieser Versammlung.

Im Falle einer Vielzahl von Verwaltungsratsmitgliedern, eine schriftliche Einberufung jeder Verwaltungsratssitzung ist den Verwaltungsratsmitgliedern wenigstens 24 Stunden im Voraus zuzuschicken mittels Fax, Telegramm, Telefax oder E-Mail, außer es handelt sich um eine dringliche Angelegenheit, deren Umstände in der schriftlichen Einberufung genannt werden müssen.

Die schriftliche Einberufung entfällt, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie informiert wurden über die Tagesordnung der Versammlung. Eine schriftliche Einberufung ist nicht nötig, wenn eine Verwaltungsratssitzung, deren Datum und Ort in einem vorherigen Beschluss des Verwaltungsrates bestimmt hat.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer Versammlung teilnehmen indem er einen anderen Verwaltungsratsmitglied eine entsprechende Vollmacht erteilt mittels Fax, Telegramm, Telefax oder E-Mail ihn zu repräsentieren.

Der Verwaltungsrat kann nur in gültiger Weise beraten und Beschlüsse fassen, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder durch Vollmachten vertreten ist. Sämtliche Entscheidungen des Verwaltungsrates bedürfen der einfachen Mehrheit.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft (abgesehen von einem Interesse, das daraus entsteht dass es Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestelltem der anderen Vertragspartei ist) hat, muss das betroffene Verwaltungsratsmitglied oder der betroffene Geschäftsführer dem Verwaltungsrat dieses persönliche Interesse mitteilen, und darf keine solche Transaktion bewerten

oder diesbezüglich abstimmen; über das Interesse des betreffenden Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführers wird in der nächstfolgenden Versammlung der Aktionäre Bericht erstattet.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer solchen Verwaltungsratsversammlung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln teilnehmen, durch die die an der Versammlung teilnehmenden Verwaltungsratsmitglieder identifiziert werden können und alle an der Versammlung teilnehmenden Personen einander hören und miteinander sprechen können. Die Teilnahme an einer Versammlung durch oben genannte Mittel begründet die Anwesenheit in Person bei einer solchen Versammlung.

Der Verwaltungsrat kann einstimmig Zirkularbeschluss treffen bei dem, aus einem oder mehreren Dokumenten, der/ die die Beschlüsse enthalten, die handschriftlich oder elektronisch mittels elektronischer Unterschrift den Beschlüssen zugestimmt wird. Das Datum solcher Beschlüsse ist das Datum der letzten Unterschrift.

Art. 13. Protokolle von Verwaltungsratsversammlungen. Die Protokolle einer jeden Verwaltungsratsversammlung werden durch den Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit durch ein pro tempore Vorsitzenden des Verwaltungsrates, der einer solchen Versammlung vorgestanden hat, und einen weiteres Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in Gerichtsverfahren oder anderweitig als Beweis Verwendung finden können, sind vom Vorsitzenden, Sekretär oder zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates zu unterzeichnen.

Art. 14. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat ist mit weitestgehenden Befugnissen ausgestattet, um sämtliche Verfügungen und Verwaltungshandlungen vorzunehmen, die im Interesse der Gesellschaft sind. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich vom Gesetz oder von der Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen in die Kompetenzen des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Hinblick auf die tägliche Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft und der Ausübung von Geschäften im Hinblick auf die Förderung der Gesellschaftspolitik und des Gesellschaftsgegenstandes an Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft übertragen, die dann in Ausschüssen beraten können, wie von den Verwaltungsrat vorgesehen. Er kann auch verschiedene spezifische Aufgaben an einen oder mehrere ad hoc Vertreter verleihen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Er kann Geschäftsführer und Angestellte einstellen und entlassen und ihre Bezüge festlegen.

Im Kontakt mit den Dritten, haben die Verwaltungsratsmitglieder alle Macht generell im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen und Geschäftstätigkeiten die im Einklang mit dem Gesellschaftszweck sind und vorausgesetzt, die Bedingungen dieses Artikel 14 wurden eingehalten durchzugreifen und zu genehmigen.

Art. 15. Beirat. Solange die Gesellschaft Anleihen, Schuldverschreibungen oder andere Schuldtitel jedweder Art hält, kann der Verwaltungsrat einen Beirat einrichten, der aus nicht weniger als drei Mitgliedern besteht, welche von der Hauptversammlung der Aktionäre bestellt werden und keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen, um den Verwaltungsrat bezüglich der Investitionen der Gesellschaft zu unterstützen und ihn zu beraten. Der Verwaltungsrat bestimmt die Befugnisse, Zuständigkeiten sowie die Vorgehensweise und jegliche andern Regeln welche hierauf Anwendung finden.

Art. 16. Verpflichtende Unterschriften. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten (inbegriffen die tägliche Geschäftsführung) durch die Unterschrift des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds, und, im Falle mehrerer Verwaltungsratsmitglieder durch die gemeinsame Unterschrift von zwei beliebigen (2) Verwaltungsratsmitgliedern, oder durch die gemeinsame Unterschrift einer vom Verwaltungsrat oder vom alleinigen Verwaltungsratsmitgliede bevollmächtigten Person, jedoch nur innerhalb der Grenzen einer solchen Vollmacht, verpflichtet.

Art. 17. Schadloshaltung von Verwaltungsratsmitgliedern und leitenden Angestellten. Den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen sind unterworfen:

(i) Jede Person, die ein Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, soll von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden.

(ii) Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Verwaltungsratsmitglied oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Aktionäre gewährt, aufgrund von vorsätzlich begangenen Delikten, Bösgläubigkeit, grober Vernachlässigung oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung oder im Falle einer Beilegung, enthalten sind, es sei denn, die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder vom Verwaltungsrat genehmigt worden. Keine Schadloshaltung wird in (Straf-)Verfahren gewährt, in denen das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte aufgrund eines Verstoßes verurteilt wird.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine andern Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellt jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in

der Person, die aufgehört hat, ein Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Verwaltungsratsmitglieder und leitende Angestellte Anspruch haben könnten aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Verwaltungsratsmitglieds vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, das er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesen Artikel hat.

Art. 18. Versammlungen der Aktionäre - Allgemein. Jede regelmässig konstituierte Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft soll die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft repräsentieren. Sie soll umfassende Befugnisse haben um Akte im Zusammenhang mit der Betriebstätigkeit der Gesellschaft durchzuführen oder zu ratifizieren.

Die gesetzlich vorgesehenen Mitteilungszeiträume und Quorum regeln die Benachrichtigungen für und die Leitung von den Hauptversammlungen, es sei denn, dass vorliegend anderes bestimmt ist.

Jede Aktie besitzt eine Stimme. Ein Aktionär kann in jeder Hauptversammlung handeln, indem er eine andere Person als seinen Stellvertreter bestimmt, und zwar entweder schriftlich durch Originalvollmacht oder durch Telefax, Telegramm, Telex oder E-Mail, an die eine elektronische Unterschrift, soweit der tatsächliche Aussteller erkennbar ist, angehängt ist.

Beschlüsse werden auf einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und wählenden Personen gefasst, es sei denn, dass es gesetzlich oder anders bestimmt ist.

Jeder Aktionär kann an Hauptversammlungen durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnliche Mittel der Kommunikation teilnehmen, durch die der an der Versammlung teilnehmende Aktionär identifiziert werden kann und alle an der Versammlung teilnehmenden Personen einander hören und miteinander sprechen können. Die Teilnahme an einer Versammlung durch oben genannte Mittel begründet die Anwesenheit in Person bei einer solchen Versammlung.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen zusätzlichen Bedingungen festlegen die die Aktionäre erfüllen müssen um an den Versammlungen teilnehmen zu können. Wenn alle Aktionäre anwesend oder repräsentiert sind in einer Versammlung, und wenn sie bestätigen, dass sie vorher informiert wurden über die Tagesordnung der Versammlung, kann diese Versammlung gültig abgehalten werden, ohne dass eine vorherige Ankündigung ausgeschickt oder publiziert wurde.

Art. 19. Die Jahreshauptversammlung. Die jährliche Hauptversammlung wird, in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht, in Luxemburg am Gesellschaftssitz oder an einem anderen Ort innerhalb Luxemburgs, wie in der Einberufungsmitteilung der Versammlung aufgeführt, am ersten Montag des Monats Juni jeden Jahres um 10:00 Uhr, abgehalten.

Ist ein solcher Werktag kein Werktag für Banken in Luxemburg, so wird die jährliche Hauptversammlung am darauf folgenden Werktag abgehalten. Die jährliche Hauptversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn, nach absoluter und endgültiger Beurteilung durch den Verwaltungsrat, außergewöhnliche Umstände dies erfordern.

Die Gesellschaftsversammlungen können an Orten und zu Zeiten abgehalten werden, die in der entsprechenden Einberufungsmitteilung festgesetzt sind.

Art. 20. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 21. Gesetzlich vorgeschriebener Rechnungsprüfer. Die Rechnungsprüfung der Gesellschaftsangelegenheiten wird ausgeführt durch einen oder mehrere zugelassene Rechnungsprüfer (réviseurs d'entreprises agréés). Der zugelassene Rechnungsprüfer wird vom Verwaltungsrat gemäß den Bestimmungen des Verbriefungsgesetzes ernannt. Der Verwaltungsrat wird die Anzahl, Bezahlung und die Bedingungen des Amtes der Rechnungsprüfer bestimmen.

Art. 22. Gewinnverteilung - Rücklagen. Der Nettogewinn der Gesellschaft errechnet sich aus dem Bruttogewinn nach Abzug aller Kosten und Abschreibungen. Aus dem Nettogewinn der Gesellschaft sind fünf Prozent (5%) in die Bildung einer gesetzlichen Rücklage einzubringen, bis diese Rücklage betragsmäßig zehn Prozent (10%) des gezeichneten Gesellschaftskapitals erreicht.

Der restliche Nettogewinn kann an den/die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Das alleinige Verwaltungsratsmitglied oder, im Falle einer Mehrheit von Verwaltungsratsmitgliedern, der Verwaltungsrat kann beschließen Zwischendividenden auszuzahlen nach Genehmigung des zugelassenen Rechnungsprüfers.

Vorbehaltlich des oben stehenden, sollen alle verfügbaren Gewinne der Gesellschaft als Dividenden den Gesellschaftern zu einem bestimmten Zeitpunkt, welcher der Entscheidung des zuständigen Organs unterliegt, ausgeschüttet werden.

Art. 23. Auflösung - Abwicklung. Nach Auflösung der Gesellschaft wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren, die Gesellschafter sein können, durchgeführt. Der Liquidator bzw. die Liquidatoren werden durch die Gesellschafter unter Festlegung ihrer Befugnisse und Vergütungen ernannt. Sofern nicht anders vorgesehen, sollen die Liquidatoren die weitest möglichen Befugnisse zur Verwertung der Vermögenswerte und zur Zahlung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft haben.

Die, nach Verwertung der Vermögenswerte, entstandenen Liquidationserlöse werden nach Zahlung der Verbindlichkeiten an die Gesellschafter verteilt.

Jede Abteilung der Gesellschaft kann einzeln aufgelöst werden ohne dass diese Auflösung die Auflösung anderer Abteilungen hervorruft.

Art. 24. Trennung der Vermögenswerte. Wenn am Zahlungstag der zu einem Teilvermögen zugehörigen Vermögenswerte (einschließlich der durch die Gesellschaft abgeschlossenen Sicherungsverträge bezüglich eines Teilvermögens) die komplette Menge an Geldern die im Zusammenhang mit diesem Teilvermögen empfangen wurde, die Zahlungen welche die Gesellschaft in diesem Teilvermögen zu leisten hat, übersteigen, kann das Verwaltungsratsmitglied / der Verwaltungsrat die überschüssige Summe dazu nutzen die Forderungen der Gläubiger der Gesellschaft zu bezahlen, welche nicht einem bestimmten Teilvermögen zugewiesen werden können.

Die einem Teilvermögen zugewiesenen Vermögenswerte stehen ausschließlich (1) den Investoren in dieses Teilvermögen zur Verfügung (die Investoren), (2) den Gläubigern zur Verfügung, dessen Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, dem Betrieb oder der Auflösung des Teilvermögens entstanden sind und die in den Regelungen zur Zahlungsrangfolge in der relevanten Emissionsdokumentation berücksichtigt sind (die Transaktionsgläubiger), (3) den Gläubigern zur Verfügung, dessen Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, dem Betrieb oder der Auflösung des Teilvermögens entstanden sind und die nicht in den Regelungen zur Zahlungsrangfolge in der relevanten Emissionsdokumentation berücksichtigt sind (die Gläubiger von teilvermögensspezifischen Forderungen, und zusammen mit den Transaktionsgläubigern, die Gläubiger) und (4) sofern die Bedingungen des folgenden Paragraphen berücksichtigt werden, den Gläubigern zur Verfügung, dessen Forderungen nicht im Zusammenhang mit der Gründung, dem Betrieb oder der Auflösung eines Teilvermögens entstanden sind und die nicht auf ihren Rückanspruch auf die Vermögenswerte aller Teilvermögen der Gesellschaft verzichtet haben (die Gläubiger von nicht-teilvermögensspezifischen Forderungen).

Die Rechte der Gläubiger von nicht-teilvermögensspezifischen Forderungen sollen durch die Gesellschaft halbjährlich rückwirkend allen Teilvermögen proportional zu den in die verschiedenen Teilvermögen am Ende eines solchen Halbjahreszeitraums investierten Beträgen (Nominalbeträge) und pro rata temporis für die in diesem Halbjahr entstandenen Teilvermögen, zugewiesen werden, sofern die relevante Emissionsdokumentation ausdrücklich Gläubigern von nicht-teilvermögensspezifischen Forderungen erlaubt auf Vermögenswerte dieser Teilvermögen zuzugreifen. Solche Rechte von Gläubigern von nicht-teilvermögensspezifischen Forderungen auf ein Teilvermögen werden nachstehend als Pro Rata Rechte bezeichnet.

Die Investoren und Gläubiger bestätigen und akzeptieren dass sobald alle zu dem Teilvermögen, in das sie investiert haben oder durch das ihre Forderungen entstanden sind, zugehörigen Vermögenswerte verwertet wurden, ihnen keine weiteren Schritte gegen die Gesellschaft zur Wiedererlangung zusätzlicher Summen offen stehen und das Recht solche Summen zu empfangen, erloschen ist. Die Gläubiger von nichtteilvermögensspezifischen Forderungen bestätigen und akzeptieren, dass sobald alle zu einem Teilvermögen, in dem sie Pro Rata Rechte besitzen, zugehörigen Vermögenswerte verwertet wurden, ihnen keine weiteren Schritte gegen die Gesellschaft zur Durchsetzung dieser Pro Rata Rechte offen stehen und das Recht jedwede Summe aufgrund solcher Pro Rata Rechte zu empfangen, erloschen ist.

Die Gläubiger von teilvermögensspezifischen und nichtteilvermögensspezifischen Forderungen akzeptieren ausdrücklich, und ihre Annahme wird im Falle von vertraglichen Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft vorausgesetzt, dass die Zahlungsrangfolge und die Waterfall Regelungen in die relevante Emissionsdokumentation eingefügt werden und dass sie die Konsequenzen dieser Zahlungsrangfolge und der Waterfall Regelungen ausdrücklich akzeptieren und gegebenenfalls diese Annahme vorausgesetzt wird.

Die Rechte der Gesellschafter sind auf diejenigen Vermögenswerte begrenzt, die nicht einem Teilvermögen zugewiesen wurden.

Art. 25. Verbot einen Insolvenzantrag für die Gesellschaft zu stellen oder die Vermögenswerte der Gesellschaft zu pfänden. Gemäß Artikel 64 des Verbriefungsgesetzes erklärt sich jeder Investor, jeder Gläubiger und Gesellschafter der Gesellschaft und jede Person welche in vertragliche Beziehungen mit der Gesellschaft getreten ist (die Vertragspartei) bereit, außer es wurde ausdrücklich und schriftlich Gegenteiliges zwischen der Gesellschaft, dem Investor, dem Gläubiger und der Vertragspartei vereinbart, (1) keinen Insolvenzantrag oder in sonstiger Weise die Eröffnung eines Gesamtvollstreckungs- oder Sanierungsverfahrens im Hinblick auf die Gesellschaft zu stellen oder zu beantragen oder (2) keinerlei Vermögenswerte der Gesellschaft zu pfänden, ungeachtet dessen, dass die betroffenen Vermögenswerte (i) dem Teilvermögen angehören, in das der Investor investiert hat oder durch das dem Gläubiger oder der Vertragspartei vertragliche Rechte gegen die Gesellschaft zustehen, (ii) jeglichem anderen Teilvermögen angehören oder (iii) zu den Vermögenswerten der Gesellschaft gehören welche keinem Teilvermögen zugewiesen wurden (sofern vorhanden).

Art. 26. Rangrücktritt. Jegliche Forderung die ein Gesellschafter (in dieser Eigenschaft) gegen die Gesellschaft geltend machen kann, tritt gegenüber den Forderungen jeglicher Gläubiger der Gesellschaft (einschließlich der oben definierten Gläubiger) und jeglicher Investoren in die Gesellschaft (einschließlich der oben definierten Investoren) im Rang zurück.

Die Investoren akzeptieren und bestätigen, dass ihre Rechte an einem Teilvermögen hinter die Rechte anderer Investoren, und / oder Gläubiger, in demselben Teilvermögen im Rang zurücktreten können.

Art. 27. Verweis auf gesetzliche Bestimmungen. Alle Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt werden, unterliegen dem Verbriefungsgesetz und dem Gesetz von 1915."

Sechster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft beschloss, die Ernennung von Herrn Godfrey Abel, geboren am 2. Juli 1960 in Brixworth (Großbritannien), wohnhaft in 30, Rue de Crecy, L-1364 Luxemburg, als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft zu bestätigen bis zur der jährlichen Hauptversammlung der Gesellschaft, die den Jahresabschluss für das am 31. Dezember 2013 endende Geschäftsjahr verabschiedet.

Da keine weiteren Angelegenheiten auf der Tagesordnung der Generalversammlung stehen, wurde diese daraufhin geschlossen.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben jeglicher Art und Weise sind von der Gesellschaft aufgrund dieser Urkunde zu tragen und werden auf EUR 3.000,-geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, bezeugt hiermit, dass auf das Ersuchen der oben erschienenen Partei die vorliegende Urkunde auf Englisch gefertigt wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Person und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, geht die englische Fassung vor.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, an dem Tag, der am Anfang des Dokuments genannt ist.

Nach Verlesung des Dokuments vor den erschienenen Personen, die dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, bürgerlichem Status und Wohnsitz bekannt sind, haben die erschienenen Personen zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: J. DE MAYER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 mars 2013. Relation: LAC/2013/14460. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 15. April 2013.

Référence de publication: 2013048443/867.

(130059591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2013.

Industrial Investment Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 175.145.

In the year two thousand thirteen, on the eighth day of April.

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Westbourne Road Ltd., a company limited by shares, ruled by the BVI Business Companies Act, having its registered office at Flemming House, Wickhams Cay, PO Box 662 Road Town, Tortola, British Virgin Islands, registered with the Registrar of Corporate Affairs under the number 1755535 ("Sole Shareholder"), here duly represented by Mr Jean-Paul Schmit, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy delivered under private seal on the 5th of April 2013.

Said proxy after being initialled "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

The appearing, represented as said before, acting in his capacity of sole shareholder of the Company, have requested the undersigned notary to pass the following:

The appearing party is the sole shareholder of the private limited company Industrial Investment Services S.à r.l. having its registered office in L-1855 Luxembourg, 46a, Avenue J. F. Kennedy (the "Company"),

incorporated by a deed of Me Leonie Grethen, notary residing in Luxembourg on February 1, 2013, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number L130027776, on February 14th, 2013,

registered at the Companies and Trade Register of Luxembourg, under section B, number 175.145.

The Sole Shareholder, represented as above mentioned, has requested the undersigned notary to pass the following resolution as follows:

Sole resolution

The Sole Shareholder decides to amend the Art. 2 of the articles of incorporation of the Company by extending the object clause by adding the following wording: "The Company may in particular sell, buy, negotiate and more generally trade in, but not limited to, steel in Luxembourg and abroad on a global basis on its own behalf or on behalf of third parties.", and in consequence to amend article 2 of the articles of incorporation as follows:

" **Art. 2.** The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations.

The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities.

The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies.

The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person.

For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorization.

The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favor or relate to its corporate object.

The Company may in particular sell, buy, negotiate and more generally trade in, but not limited to, steel in Luxembourg and abroad on a global basis on its own behalf or on behalf of third parties. "

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately one thousand Euro (EUR 1,000.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, well known by the notary, by her surname, first name, civil status and residence, has signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le huitième jour du mois d'avril.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

A comparu:

Westbourne Road Ltd., une société limitée par actions, régie par les lois des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Flemming House, Wickhams Cay, PO Box 662, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, immatriculée sous le numéro 1755535 au Registar of Corporate Affairs des Iles Vierges Britanniques ("Westbourne Road"), dûment représentée par M. Jean-Paul Schmit, salarié, résidant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 5 avril 2013.

laquelle procuration après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, agissant en sa qualité d'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

Le comparant, représenté comme ci-avant, étant le seule et unique associé de la société à responsabilité limitée Industrial Investment Services S.à r.l. avec siège social à L-1855 Luxembourg, 46a, Avenue J. F. Kennedy (la "Société"),

constituée suivant acte reçu par Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg en date du 1 février 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro L130027776 du 14 février 2013;

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 175.145.

Laquelle associée unique, agissant comme ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter la résolution suivante:

Résolution unique

L'Associé Unique décide de modifier l'art. 2 des statuts de la Société par l'extension de l'objet clause en ajoutant le texte suivant: "La Société peut, en particulier, procéder à la vente, l'achat, le négoce et plus généralement le commerce

y compris, sans limitation, d'acier, au Luxembourg et à l'étranger sur une base mondiale pour compte propre ou pour le compte de tiers", et de modifier en conséquence l'

" **Art. 2.** L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations.

La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt, prêts, et autres instruments de dette, et plus généralement, tous titres et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée quelle qu'elle soit.

Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise.

Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de créances et de titres et instruments de dette de toute autre nature.

La Société peut prêter des fonds, en ce compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société.

La Société peut acquérir et détenir des prêts et des créances. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou bien créer et accorder des sûretés sur tout ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne.

En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à la gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales ou financières et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

La Société peut, en particulier, procéder à la vente, l'achat, le négoce et plus généralement le commerce y compris, sans limitation, d'acier, au Luxembourg et à l'étranger sur une base mondiale pour compte propre ou pour le compte de tiers"

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de cet acte sont estimés à environ mille euros (EUR 1.000,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française à la requête de la personne comparante et en cas de divergence entre les deux versions, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite au mandataire du comparant connu du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Schmit, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 avril 2013. Relation: LAC/2013/16519. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 avril 2013.

Référence de publication: 2013049246/129.

(130059974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2013.

**Moes Frères, Gérard Moes et Compagnie, Successeurs Sarl, Société à responsabilité limitée,
(anc. Moes Frères, Gérard Moes et Compagnie, successeurs).**

Siège social: L-5544 Remich, 4, op der Kopp.

R.C.S. Luxembourg B 5.750.

L'an deux mille treize, le trois avril.

Pardevant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Dudelange, soussigné.

Ont comparu:

1.- Pit MOES, commerçant, né à Frankfurt am Main (Allemagne), le 11 mai 1981, demeurant à L-5532 Remich, 6, rue Enz,

propriétaire de cinquante-quatre (54) parts de MOES FRÈRES, GÉRARD MOES ET COMPAGNIE, SUCCESEURS SECS avec siège social à L-5544 Remich, 4, op der Kopp, inscrite au Registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B 5 750, constituée suivant acte sous seing privé en date du 1 octobre 1916, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 26 du 27 octobre 1916, modifiée suivant acte Léon BOURG de Capellen du 30 septembre 1925, publié au dit Mémorial, Numéro 46 du 10 octobre 1925, modifiée suivant acte Tony NEUMAN de Luxembourg du 22 novembre 1957, publié au dit Mémorial du 21 décembre 1957, page 2103, modifiée suivant acte Tony NEUMAN de Luxembourg du 22 novembre 1957, publié au dit Mémorial du 21 décembre 1957, page 2104, modifiée suivant acte Lucien SCHUMAN de Luxembourg du 22 octobre 1971, publié au dit Mémorial, Numéro 70 du 23 mai 1972, modifiée suivant acte Albert STREMLER de Mondorf-les-Bains du 1 mars 1975, publié au dit Mémorial, Numéro 88 du 14 mai 1975, modifiée suivant acte Alex WEBER de Rambrouch du 31 janvier 1987, publié au dit Mémorial, Numéro 131 du 13 mai 1987, modifié suivant acte Frank MOLITOR de Dudelange du 22 février 2005, publié au dit Mémorial, Numéro 635 du 30 juin 2005, modifié suivant acte Frank MOLITOR de Dudelange du 12 août 2011, publié au dit Mémorial, Numéro 2654 du 2 novembre 2011.

2.- Gérard MOES, commerçant, né à Luxembourg, le 16 mars 1949, époux de Margit KUCHER, demeurant à L-5576 Remich, 38, Chemin des Vignes,

propriétaire de cent trente-huit (138) parts de MOES FRÈRES, GÉRARD MOES ET COMPAGNIE, SUCCESEURS SECS, prédite.

seuls associés de MOES FRÈRES, GÉRARD MOES ET COMPAGNIE, SUCCESEURS SECS, prédite.

Les comparants, agissant en leur qualité d'associés, se réunissent en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se considèrent dûment convoqués, et prennent, sur ordre du jour conforme et à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

Ils transforment avec effet retroactif au 31 décembre 2012 la société en commandite simple MOES FRÈRES, GÉRARD MOES ET COMPAGNIE, SUCCESEURS SECS en société à responsabilité limitée, étant entendu que cette transformation n'est accompagnée ni d'un changement des bases essentielles du pacte social, ni d'une prolongation de la durée de la société.

Deuxième résolution

Ils procèdent à une refonte complète des statuts, lesquels auront désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de MOES FRÈRES, GÉRARD MOES ET COMPAGNIE, SUCCESEURS SARL. -

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Remich.

Art. 3. La société a pour objet le commerce d'acier, de quincaillerie, d'articles de ménage et de cadeaux ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à cent quarante-deux mille sept cent quatre-vingt-six virgule soixante-sept (142.786,67) euros, représenté par cent quatre-vingt-douze parts sans valeur nominale.

Les parts ont été souscrites comme suit:

1.- Gérard MOES, commerçant, né à Luxembourg, le 16 mars 1949, époux de Margit KUCHER, demeurant à L-5576 Remich, 38, Chemin des Vignes, cent trente-huit parts	138
2.- Pit MOES, commerçant, né à Frankfurt am Main (Allemagne), le 11 mai 1981, demeurant à L-5532 Remich, 6, rue Enz, cinquante-quatre parts	54
Total: Cent quatre-vingt-douze parts sociales	192

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Troisième résolution

Il confirme Gérard MOES, préqualifié dans ses fonctions de gérant, pour une durée illimitée.

La société est engagée par la signature du gérant unique.

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Moes, Moes et Molitor.

Enregistré à ESCH-SUR-ALZETTE A.C., le 10 avril 2013. Relation EAC/2013/4800. Reçu soixante quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): Santioni.

Référence de publication: 2013048776/71.

(130059575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2013.

Coroma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7680 Waldbillig, 22, rue André Hentges.

R.C.S. Luxembourg B 141.026.

L'an deux mille treize.

Le vingt-huit mars.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme COROMA S.A., avec siège social à L-2441 Luxembourg, 330, rue de Rollingergrund

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 141.02 6,

constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 juillet 2008, publié au Mémorial C numéro 2211 du 10 septembre 2008,

dont les statuts ont été modifiés aux termes d'un acte reçu par Maître Aloyse BIEL, alors notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 22 février 2012, publié au Mémorial C, numéro 1139 du 4 mai 2012

La séance est ouverte à 9.00 heures sous la présidence de Monsieur Manel ROMERA, administrateur-délégué, demeurant à Waldbillig

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Madame Claudia ROUCKERT, employée privée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Claude AMSINGER, employé privé, demeurant professionnellement à Ehlerange.

Monsieur le Président expose ensuite:

1.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que sur les CENT (100) ACTIONS d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (€ 310,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de TRENTE ET UN MILLE EUROS (€ 31.000,-), sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence dûment signée, restera annexée au présent procès-verbal, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

2.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

a) Transfert du siège social de son adresse actuelle L-2441 Luxembourg, 330, rue de Rollingergrund à L-7680 Waldbillig, 22, rue André Hentges,

b) Modification afférente de l'article 1^{er}, 2^{ème} phrase des statuts.

c) Divers

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle L-2441 Luxembourg, 330, rue de Rollingergrund à L-7680 Waldbillig, 22, rue André Hentges.

Suite à cette décision, l'assemblée décide de modifier la deuxième phrase de l'article premier (1^{er}), des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 1^{er}. 2^{ème} phrase. "Le siège social est établi à Waldbillig."

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Romera, Rouckert, Amsinger, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 2 avril 2013. Relation: EAC/2013/4431. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013048516/51.

(130059140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2013.

Panattoni Italy Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 172.677.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-ninth day of March.

Before the undersigned Maître Jean SECKLER, notary public, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appears:

PDC Western Europe S.à r.l., a private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Luxembourg, with registered office at 203, route d'Esch, L-1471 Luxembourg,

here represented by Mrs Catherine DELSEMME, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the party appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

The appearing party is currently the sole shareholder of the private limited liability company established in Luxembourg under the name of Panattoni Italy Development S.à r.l. (the «Company»), with registered office at 203, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register, section B under number 172677, established by virtue of a deed of Maître Jean SECKLER, notary in Junglinster, dated October 9, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3002 of December 11, 2012.

The share capital of the Company presently amounts to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, divided into (i) one thousand two hundred and fifty (1,250) class A shares and (ii) eleven thousand two hundred and fifty (11,250) class B shares.

The appearing party is currently the sole owner of all the shares of the Company.

The appearing party, as the sole shareholder of the Company, expressly declares to proceed with the anticipated dissolution of the Company.

The appearing party, as the liquidator of the Company, declares that all known liabilities of the Company have been settled.

The activity of the Company has ceased and all assets of the Company are transferred to its sole shareholder, who is personally liable for all liabilities and engagements of the Company, even those actually unknown, in the same way as the latter was liable; accordingly, the liquidation of the Company is considered to be closed.

The sole shareholder wholly and fully discharges the managers of the dissolved Company of their mandate as of today.

The accounting books and documents of the dissolved Company will be kept during a period of five (5) years at the Company's former registered office.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which will be borne by the Company as a result of the present shareholder meeting, are estimated at approximately seven hundred and fifty Euro.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-neuf mars.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-duché de Luxembourg.

A comparu:

PDC Western Europe S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon le droit du Luxembourg, dont le siège social est 203, route d'Esch, L-1471 Luxembourg,

dûment représentée par Madame Catherine DELSEMME, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être soumise aux formalités d'enregistrement avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

La comparante est actuellement la seule associée de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de Panattoni Italy Development S.à r.l. (la «Société»), ayant son siège social au 203, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 172677, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 9 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3002 du 11 décembre 2012.

La Société a actuellement un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur d'un euro (EUR 1.-) chacune, divisée en (i) mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe A et (ii) onze mille deux cent cinquante (11.250) parts sociales de classe B.

La comparante est actuellement propriétaire de l'intégralité des parts sociales de la Société.

Par la présente la comparante prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

La comparante en sa qualité de liquidateur de la Société déclare que tout le passif connu de la Société est réglé.

L'activité de la Société a cessé; l'associé unique est investi de tout l'actif et il répondra personnellement de tous les engagements de la Société même inconnus à l'heure actuelle, de la même manière que celle-ci y était tenue; partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

L'associée unique donne décharge pleine et entière aux gérants pour leur mandat jusqu'à ce jour.

Les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq ans à l'ancien siège social de la Société.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de sept cent cinquante euros.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française.

A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Catherine DELSEMME, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 11 avril 2013. Relation GRE/2013/1463. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 16 avril 2013.

Référence de publication: 2013048840/89.

(130059853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2013.

Aviation Safety & Quality Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 145.374.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013051803/9.

(130063544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.
